

Nature, paysage, environnement, obscur objets du désir de totalité

Yves LUGINBÜHL, 1992

In Du milieu à l'environnement, Pratiques et
représentations du rapport homme/nature
depuis la Renaissance, dir. Marie-Claire
ROBIC, Economica, Paris, p. 11-56, 345
pages

1

Nature, paysage, environnement, obscurs objets du désir de totalité

par YVES LUGINBUHL

Rebâti sur un long terme, l'enchaînement des faits, des images et des savoirs de nature procède de l'hypothèse que l'histoire s'élabore comme une succession de lenteurs et d'accélération, de moments d'intense production conceptuelle ou d'une effervescente transformation de l'environnement naturel, suivis de phases d'accalmie ou d'hésitations. La vérification de cette hypothèse suppose que cette succession soit reconstruite à partir d'une pensée *a posteriori* de ce que fut la compréhension de ce complexe *nature-paysage-environnement...* La réalisation de la chronologie¹ présentée et analysée ici répond en effet à l'objectif de dégager, dans l'écoulement du temps, ces phases actives d'éclosion de nouveaux regards sur la nature et de mettre en lumière des

1. Voir le tableau chronologique présenté dans le Livret (*Repères pour cinq siècles de rapport à la nature*), qui porte sur la période 1500-1950, auquel s'ajoute la chronologie plus fine élaborée pour la période contemporaine par M.-C. Guerrini.

Les "savoirs scientifiques" sont rassemblés dans une troisième colonne : les publications les plus importantes dans la *constitution progressive des concepts* y sont réunies avec les revues spécialisées en matière de nature et d'environnement. Il est clair que la frontière entre les représentations et les savoirs est loin d'être nette et affirmée. Ces deux types de productions procèdent en effet au préalable d'observations dont les mises en forme se distinguent aux plans des méthodes et de l'expression. Le point de départ est identique, consistant en un regard exercé selon des sensibilités diverses sur la nature et les phénomènes qui l'animent.

Si les savoirs scientifiques constituent une (ou des) représentation(s) de la nature, les images produites par la littérature ou les récits de voyage ne sont pas élaborées par des méthodes "scientifiques" ou n'ont pas un objectif forcément scientifique. Encore une fois, la limite entre représentations et savoirs a été tracée d'une manière empirique, l'inscription d'une publication ou d'une création littéraire ou artistique dans une des deux colonnes ne devant pas être considérée comme définitive mais sujette à discussion éventuelle.

Restait à définir le *point de départ de cette chronologie* : il a été fixé à 1500, début approximatif de l' "époque moderne". Ce choix n'est pas complètement arbitraire ; il correspond à l'apparition d'un nouveau regard sur la nature, même si l'on sait que la vision esthétique de la nature-paysage naît auparavant, en particulier en Italie, comme en témoigne le récit de l'ascension du Mont Ventoux par Pétrarque, le 26 avril 1335 (RITTER, 1978). Ce choix n'empêche cependant pas non plus que des questions émergent sur les significations des jardins antérieurs à la Renaissance, tels qu'ils furent réalisés dans l'Antiquité ou au Moyen-Âge, en l'absence du terme paysage. Un doute subsiste en effet sur la pertinence de cette nouveauté du regard esthétique sur la nature au XIV^e siècle ; on peut s'interroger sur la qualité de la vision naturaliste des créateurs des jardins romains par exemple qui, dans sa traduction spatiale, ne semble pas lointaine d'un regard esthétisant. Quoi qu'il en soit, le choix de ce point de départ ne présume en rien de l'absence antérieure de sentiments "naturalistes". L'analyse chronologique porte donc sur l'histoire de l' "environnement" postérieure à 1500.

La lecture de cette chronologie permet de dégager, d'une manière schématique, *trois grandes phases historiques* de la pensée de l' "environnement", dont les transitions s'organisent autour de moments forts de convergence de courants épistémologiques parallèles. Une première période recouvre la Renaissance et l'époque classique et s'achève vers la fin du XVIII^e siècle, dans un espace de temps où la convergence des divers courants concourt à

donner de l' "environnement" une idée globalisante, étroitement associée à une vision "harmonique" de la société (*I. Belles et saines natures : un épanouissement du XV^e au XVIII^e siècle*). La période suivante serait celle d'un éclatement de cette globalité, concurrentement objet, à certains moments et dans certains champs, de tentatives de recomposition. Elle se termine vers la fin du XIX^e siècle avec la naissance de l'écologie et d'une géographie tentant de reformuler le rapport homme-nature (*II. Le XIX^e siècle : de l'éclatement aux tentatives de recomposition d'une totalité*). Cette fin du XIX^e siècle et le début du XX^e constituent également un temps fort où s'élabore une nouvelle conception de l'aménagement de la ville assimilable à une réforme totale de son espace ; il assure la transition avec la période actuelle où se forge peu à peu la conscience d'un environnement planétaire (*III. Vers une nature vide ?*). Le travail d'interprétation réalisé à partir de cette chronologie générale porte son effort de recherche sur des champs spécifiques à l'interface des représentations, des savoirs et des pratiques, comme le *paysage* ou la mise en forme symbolique de la nature dans les *jardins*, la relation *agriculture/paysage*, etc. Il permet de confirmer ces phases principales et les moments forts de l'histoire de la pensée de la nature. Innovant dans ces domaines relativement délimités, cette recherche s'est aidée, pour les autres champs qui complètent l'ensemble de ce "tableau temporel de la nature", des travaux déjà réalisés et publiés. Elle a donc un caractère à la fois original et général qui a l'intérêt de ressouder, certes rapidement, des morceaux souvent éclatés de cette histoire.

I - BELLES ET SAINES NATURES : un épanouissement du XV^e au XVIII^e siècle

À l'essor progressivement accéléré de l'observation de la nature répond, du XVI^e au XVIII^e siècle, le développement des opérations d'aménagement des "milieux" et des mesures étatiques visant à contrôler l'usage des ressources naturelles. L'environnement s'exprime ainsi, selon un premier axe de lecture, dans une dialectique entre la constitution des savoirs et leur mise en application sur les milieux, c'est-à-dire entre le regard formateur des concepts et le champ des possibles mises en forme de la nature. Une seconde lecture peut cependant être faite des pratiques, des représentations et des savoirs élaborés dans cette période : l'axe de décryptage est compris cette fois entre le naturel et le social et tendrait à se resserrer au cours du temps vers une assimilation lente des deux champs qui culmine vers la fin du XVIII^e siècle.

Ces deux axes de lecture recourent en fait les grands courants porteurs de la pensée de la nature qui prédominent de la Renaissance au XVIII^e siècle : celle-ci est en effet l'objet de regards différents, le premier donnant à la nature le sens d'une ressource disponible et consommable, le second considérant l'environnement dans ses aspects formels, c'est-à-dire lui conférant le sens d'une esthétique (le paysage), le troisième enfin envisageant l'univers naturel sous l'angle de la salubrité, c'est-à-dire lui donnant un sens hygiénique. Ce sont en effet ces trois orientations majeures, utilitarisme, esthétisme et hygiénisme qui forgent l'idée de nature tout au long de la période, qui gouvernent les pratiques et les représentations et qui participent, avec plus ou moins de prégnance, à l'élaboration des savoirs.

1. Esthétisme et hygiénisme

1.1. Ordres de nature

La conscience d'une possible jouissance de l'homme dans le spectacle de la nature pourrait être interprétée comme le souhait de parvenir à une élévation de l'âme à la félicité à travers l'espoir de saisir la totalité par le regard. La contemplation constitue effectivement très tôt le moyen de trouver, entre toutes les composantes de l'univers naturel, un agencement qui s'apparente à l'ordre divin. Aussi la beauté des paysages devient-elle assimilable à cet ordre imaginaire : une belle nature ne peut qu'être ordonnée, en ce sens qu'elle renvoie à l'idée d'une organisation supérieure qui règle le fonctionnement de l'univers.

Bien que Pétrarque, dans le rapprochement de Dieu qu'il tente en escaladant le Mont Ventoux et en tournant ses yeux vers les paysages qui l'environnent, renonce ensuite à une expérience qui l'oriente vers la contemplation des choses terrestres et l'éloigne de l'admiration de l'âme (RITTER, 1978), il semble toutefois que la majorité des pratiques, des représentations et des savoirs de cette période de l'histoire procède de cette projection d'un ordre souhaité comme l'essence d'une esthétique de la nature et qui s'affirme peu à peu pour s'énoncer en tant qu'harmonie.

Autant les récits de voyage que les premières études scientifiques de la nature participent à l'élaboration de cet ordre : lorsque les voyageurs relatent le spectacle des paysages nouvellement découverts, ils en donnent des descriptions dont le caractère narratif est toujours accompagné d'une tentative de réassemblage ordonné des éléments qu'ils captent dans leur regard ; quant aux études scientifiques, elles sont pour une grande part, dans cette période, consacrées à la reconstruction d'une organisation des

êtres vivants, c'est-à-dire de la systématique qui n'est autre qu'une mise en ordre savante de la nature. Les classifications des végétaux et des animaux proposées et discutées surtout au cours du XVIII^e (Linné, Jussieu, Buffon...) possèdent cette qualité profonde d'une disposition des êtres les uns par rapport aux autres dans un ordonnancement fondé essentiellement sur l'étude de leurs formes ; en outre, toutes les représentations de ces êtres sont réalisées avec le plus grand soin esthétique, les dessins mettent en valeur les caractères de convergence ou de divergence formelles par le jeu des ombrages et la précision des détails de leur structure.

La pensée de cet ordre de la nature se produit cependant selon un processus d'accélération et de convergence dans le temps qui se manifeste par une abondance des textes et des pratiques à la fin du XVIII^e siècle et par une transformation des genres esthétiques lisible en particulier dans l'art des jardins. Le jardin révèle en effet dès le XVI^e siècle en France, dans son ouverture sur le paysage extérieur, une régularité dans son agencement que la perspective italienne a fortement inspirée. Cette régularité est portée à son comble dans le style "français" de l'époque classique à travers la rigoureuse symétrie. Le XVIII^e siècle rompt avec le style régulier pour instaurer le jardin paysager fait de courbes et de mouvements de terrains éliminant la ligne droite et l'angle, que les concepteurs refusent en se réclamant d'une conformité avec les formes observées dans les paysages.

Le terme "irrégulier" attribué par les concepteurs à ce modèle de mise en forme du jardin dans la seconde moitié du XVIII^e siècle pour marquer son caractère de nouveauté, ne signifie par pour autant une référence au désordre. La conception du jardin paysager est en effet fortement inspirée d'une vision de la nature envisagée comme une harmonie, donc un ordre lisible dans l'ensemble, c'est-à-dire du tout liant d'une manière indissociable les éléments de la composition les uns aux autres. Cet aspect globalisant se retrouve dans la méthode proposée dans cette période pour concevoir le jardin (c'est-à-dire le paysage) : les quelques inventeurs de ce genre ne fondent plus leur recherche sur l'étude du jardin en termes de plan – du moins dans sa phase créative – mais selon une production picturale et poétique permettant d'approcher ce tout par la projection du regard sur la toile (DE GIRARDIN, 1777). Ce n'est qu'ensuite, lorsque le paysage aura été conçu dans son ensemble harmonieux, qu'il pourra être traduit sous forme de document technique. Les parcs de Méréville, Ermenonville, le Désert de Retz, le Hameau de la Reine ou le Bassin d'Apollon du parc de Versailles sont effectivement l'objet de peintures devançant leur création, en particulier par le maître du genre Hubert Robert.

Cette nouvelle forme de jardin concomitante de l'émergence du pittoresque résulte de la naissance d'une nouvelle conception de la nature regardée comme une totalité. Celle-ci se substitue à la vision antérieure, davantage mécaniste, envisageant l'univers naturel comme un ensemble de rouages parfaitement huilés, mais ne se départit pas pour autant d'une intention d'organisation ou d'ordre. Elle se comprend également comme une forme d'aménagement paysager de la campagne dans lequel le bocage accompagne l'invention d'un système agronomique rationnel permettant l'essor de l'élevage et l'autorisation de la clôture des champs.

1.2. Saine nature

C'est en effet dans la représentation de l'aménagement agricole de l'espace puis dans l'urbanisme que se manifeste une conception duale du milieu naturel peut-être très précoce, mais claire au XVI^e et surtout au XVII^e siècle, distinguant une nature saine d'une nature malsaine associées l'une et l'autre à l'ordre plus ou moins apparent des champs et de l'espace urbain. Une nature saine est ainsi reconnue comme une nature *ordonnée et productive*, c'est-à-dire une nature dont l'homme maîtrise les mouvements et l'exploitation des ressources. C'est du moins dans ce sens qu'apparaît la vision de la nature chez Quiqueran de Beaujeu (1616) et chez la plupart des agronomes de la période qui assimilent peu à peu la propriété individuelle à l'ordre nécessaire à la production. Déjà défendue par Olivier de Serres (1600), cette idée suppose en effet que l'accroissement de la productivité passe par l'appropriation privée et individuelle du sol. La maîtrise de la production sous-entend par ailleurs celle de sa diversité, signe de richesse ou d'abondance, et sans doute l'introduction de plantes originaires de continents nouvellement découverts contribue au développement même de cet idéal de diversité.

A contrario est attribué aux milieux naturels peu productifs ou peu mis en valeur un caractère d'insalubrité qui se renforce au cours du temps et se focalise sur les espaces plus ou moins sauvages ou incultes, marais, landes, garrigues..., caractérisés également et souvent par la faible variété des productions exploitées. Mais si la salubrité escomptée d'un milieu naturel mis en ordre surgit comme la qualité acquise par sa maîtrise, il n'en reste pas moins que le sentiment de l'homme maître de l'univers naturel ne se forge que peu à peu pour n'être vraiment admis qu'au XVIII^e siècle. L'agronome du XVII^e, tel Quiqueran de Beaujeu, reconnaît encore une puissance de la nature, exprimée par les flux des météores et des eaux et que l'homme des champs n'est pas en mesure de dompter : l'exemple des inondations du delta du Rhône

qu'il évoque à grands renforts d'images catastrophiques révèle en effet cette incapacité de la société à surmonter l'élément naturel. Mais en même temps il souligne le pouvoir fertilisant du fleuve déposant son limon dans la plaine submergée. Il y a donc ici une première ébauche de l'idée d'un flux salvateur et purificateur qui ne se formalisera vraiment qu'un siècle plus tard et qui, indompté, porte encore et en même temps le malheur des hommes.

A la salubrité des campagnes ordonnées – ou à l'insalubrité des espaces naturels incultes – répond, par analogie, l'hygiénisme qui anime la conception de la ville classique dont les remparts tombent peu à peu et qui s'ouvre sur son environnement rural. En plantant des arbres sur les fossés comblés de la cité, les urbanistes du XVII^e siècle introduisent un élément symbolique de cette nature que l'on voit saine dans son aménagement volontaire. La ville devient effectivement saine à partir du moment où elle rompt les murs la séparant de la campagne et où peut souffler dans ses rues un air plus pur qui la débarrasse de ses miasmes, mais où, parallèlement, l'homme invente un nouvel ordre agronomique susceptible d'assainir les champs. Il semble cependant que l'ouverture de la ville sur son environnement extérieur soit l'objet d'un débat qui ne sera clos qu'au XIX^e siècle, lorsque celle-ci s'étendra vers les campagnes qui l'entourent. Selon Jean Ehrard (1979), la salubrité de la ville du XVIII^e siècle serait assurée, pour certains, par l'isolement de son entourage, c'est-à-dire par une fermeture la garantissant des intrusions susceptibles de la contaminer ; mais cette vision de la salubrité possède un sens moral et non matériel et c'est en tout cas la ville ouverte qui l'emportera sur la ville fermée.

Cet hygiénisme urbain se manifeste ainsi non seulement dans l'ouverture de la ville, discutée donc, mais également dans son assainissement interne : au XVII^e siècle, les premières couvertures d'égouts apparaissent à Paris (GOUBERT, 1986), alors que l'arbre, déjà planté par Sully le long des routes royales, renforce l'objectif de salubrité de la ville classique (les plantations routières existent certainement depuis Henry II, peut-être même depuis François 1^{er}, mais Sully, Grand Voyer de France, engagea des programmes de plantation importants, à tel point que l'on donna son nom – Rosny, baron de – aux ormes, les Rosnys, plantés le long des routes). Sans doute peut-on voir dans l'engouement pour l'arbre une transposition sur ce végétal de l'intérêt des élites agronomiques et médicales pour les plantes à vertus médicinales. La création des jardins botaniques à Padoue puis à Montpellier s'inscrit en effet dans cette vision hygiéniste de la nature : le pouvoir guérisseur des plantes est examiné et souligné par de nombreux agronomes qui, souvent, indiquent les utilisations et les préparations des végétaux.

1.3. Beauté et santé

La séparation des sentiments esthétique et hygiéniste au début de la période considérée s'estompe peu à peu à partir du XVII^e siècle pour ne former qu'un tout au XVIII^e, par l'association des deux concepts : ce qui est beau est donc sain (et *a contrario*, ce qui est laid est malsain) et *vice versa*. Cette assimilation de la beauté à la santé se lit effectivement dans l'aménagement de la ville classique où l'introduction de la perspective et des symétries ordonnancements des places et des mails plantés formalise à la fois l'intention esthétique et l'objectif hygiéniste. Elle s'affirme nettement à la fin du XVIII^e siècle dans la lecture des paysages que proposent les récits de voyage et les descriptions des agronomes, comme les définitions des dictionnaires : si un terroir bien exploité et ordonné est considéré comme un paysage admirable et sain, les régions incultes et peu mises en valeur, tels les marais et les landes, sont le signe de la laideur et de l'insalubrité ; les marécages ne sont que des étendues d'eau stagnantes et noirâtres, fétides et nauséabondes, productrices de fièvres et d'épidémies.

L'attribution de la laideur et de l'insalubrité est particulièrement remarquable avant la fin du XVIII^e siècle aux natures de montagne et de littoral considérées comme les paysages les plus affreux, les plus dangereux et où le risque de subir les maux les plus terribles est le plus grand. La découverte de la montagne à la fin du XVIII^e siècle avec, notamment, l'ascension du Mont Blanc par Balmat et de Saussure, renverse la proposition sans toutefois en détruire complètement l'aspect terrifiant. Mais celui-ci se mue alors en sublime, au moment où, précisément, l'homme, croyant pouvoir saisir la totalité de la nature, pense en être le maître absolu. Pour admettre et exprimer la splendeur des paysages de montagne jusqu'alors inconnus, l'invention d'une nouvelle catégorie de beauté s'impose ; elle devient même subitement l'expression de la plus profonde pureté : les sublimes paysages où la domination ressentie de la verticalité révèle la supériorité de la destination humaine sur la nature s'associent à la pureté de l'air et à la simple rusticité du montagnard. Cette nouvelle conception de la saine beauté met en lumière en même temps l'assimilation progressive mais fortement prégnante dans cette fin du XVIII^e siècle du naturel au social. Ces créations du sublime de la montagne et des littoraux ouvriront d'ailleurs la voie aux pratiques du tourisme alpin et balnéaire inaugurées par l'élite sociale du XVIII^e et développées par la bourgeoisie du XIX^e siècle.

2. Du naturel au social

2.1. A nature malsaine, société malsaine

C'est en effet de l'évaluation du territoire et d'une vision associant le désordre apparent des espaces de nature à la condition sociale et économique des populations résidentes que naît l'idée d'une corrélation entre l'insalubrité et la laideur de la nature et celles de la société. Dans le début de la période considérée, cette corrélation n'est pas encore établie ; elle se manifeste cependant dans l'observation de l'état de misère sociale et de la sous-productivité de la nature, formulés essentiellement en termes économiques. Elle apparaît dans la remise en cause du système d'exploitation des ressources naturelles appliqué aux productions agricole et forestière. C'est d'ailleurs dans le domaine forestier que cette conception associant le naturel au social semble d'abord émerger avec les plantations routières et les mesures étatiques de protection de la forêt au XVI^e puis au XVII^e siècles (et peut-être avant : au XIV^e s. ?) : la sous-productivité forestière est effectivement analysée comme une conséquence d'un système social fondé sur l'exploitation collective des espaces boisés indignes de recevoir le nom de forêt (les communaux). Mais, dans ce cas, la détérioration de la ressource naturelle "forêt" est attribuée à son statut social, et non à la dégradation de la société qui la gère. C'est le système social lui-même qui est mis en cause. Ce n'est que plus tard, et donc à la fin du XVIII^e siècle (mais surtout au XIX^e), que cette assimilation se révélera et qu'à la dégradation de la forêt fera écho celle de la société.

Dans le cas de l'exploitation agricole des ressources de la nature, la même assimilation apparaît, plus tard cependant, au travers de l'irrationalité de la propriété collective des terres. Mais, ici, il semblerait que la perception d'une dégradation de ces ressources comme corollaire de la dégradation sociale s'affirme avant, comme en témoignent les enquêtes sur les communaux réalisées dans la seconde moitié du XVII^e siècle en Bourgogne notamment où naît pour la première fois l'association entre une nature dilapidée et malsaine et une société locale en état de sous-alimentation et de décomposition. Ce n'est pourtant qu'à la fin du XVIII^e siècle qu'en matière forestière et agricole, cette assimilation devient claire et forte : les espaces de nature considérés comme malsains et repoussants par leur forme sont ceux qu'occupe une société désordonnée et marginalisée, celle des pauvres pour les uns, des rustres pour les autres, et *vice versa*.

Les agronomes sont sans doute les producteurs les plus représentatifs de cette représentation assimilant le social au naturel dans

leur critique du système féodal : celui-ci représente à leurs yeux d'une part un système social conflictuel et dissipateur, en raison de l'absentéisme des grands propriétaires et des pratiques agraires collectives et traditionnelles (jachère, interdiction de clore, production non diversifiée...), d'autre part, une nature sous-exploitée et inesthétique, non ordonnée et le plus souvent malsaine, comme le démontrent les nombreux textes relatifs aux marais et aux landes où sévissent fièvres et miasmes. L'accent est porté en effet très fortement dans la seconde moitié du XVIII^e siècle sur l'aspect chétif et malingre des populations de ces espaces horribles et insalubres.

Dans cette même période, cette vision s'accompagne d'un jugement porté sur l'injustice du système social associé à l'irrationalité des modes d'exploitation des ressources naturelles. La fin du XVIII^e siècle constitue donc une période de forte convergence des courants conceptuels relatifs à la nature et au social qui se manifestent peut-être de façon plus pertinente dans les formes qu'ils prennent comme projets, c'est-à-dire comme mises en forme possibles et associées de la nature et de la société.

2.2. *Ordre naturel, ordre social*

L'association du naturel et du social a pour conséquence, dans cette période clé de la seconde moitié du XVIII^e siècle, une perception d'un désordre social corollaire de celui de la grande majorité des espaces de nature et de l'utilisation de leurs ressources. Il semble que la pensée du couple nature-société qui s'ébauche à ce moment d'une manière globale se structure dans une opposition entre cette perception du réel – c'est-à-dire du désordre – et ce que l'observation scientifique des lois de la nature permet soit d'espérer, soit, plus exactement, d'estimer comme davantage conforme à la raison. Puisque la nature est, d'une manière théorique, fondamentalement ordonnée, la raison impose au social, qui lui est alors associé, d'être organisé : à la rationalité des lois de nature doit répondre, effectivement, celle de la société. L'organisation supérieure de l'univers naturel doit ainsi voir converger vers le tout un ordre social nouveau qui permette d'établir, entre les composantes de la société, des relations harmonieuses semblables à celles qui lient les éléments de nature entre eux-mêmes et entre ces mêmes éléments et la totalité unique et indissociable.

Cette invention du XVIII^e siècle pourrait être considérée comme une réponse à la période antérieure et en particulier au XVII^e siècle des trois ordres – politique, moral, religieux –, ordres juxtaposés mais ne formant pas un tout et dédaignant le social, dénoncé dans l'époque pré-révolutionnaire comme le temps de l'injustice et de l'absolutisme contraire à l'harmonie entrevue dans

la nature. La féodalité est ainsi dépeinte dans son caractère social irrationnel et surtout désordonné en raison de l'absence de liens harmoniques entre les parties qui la composent. Dans son apparente organisation, la féodalité manifeste une division sociale marquée par des ruptures et des juxtapositions de groupes écartelés que les formes d'exploitation des ressources naturelles révèlent : les domaines agricoles, forestiers ou de chasse de la classe dominante sont en rupture avec les terres des laboureurs et avec les communaux, espaces des marginaux et des pauvres (même si, en réalité, le système possède sa propre cohérence) dans la mesure où toutes ces natures – et donc les groupes sociaux qui leur sont associés – sont liées par une relation d'antagonisme. Celle-ci pourrait être envisagée comme un lien linéaire ascendant, assujettissant les diverses parties à une des extrémités dominatrices : c'est un lien de hiérarchie et non d'harmonie ; les groupes sociaux ou de pouvoirs divers agissent de façon plus ou moins indépendante selon des trajectoires divergentes, seulement liés par une relation de domination-soumission.

Cette vision du social féodal trouve bien évidemment sa transposition dans la politique : au système politique monarchique s'oppose l'idéal révolutionnaire républicain (émergeant du désordre lu à la fois dans le social et la nature) comme la voie d'accès à l'unité. La République une et indivisible est proclamée dans son analogie avec la nature une et totale. Ainsi la voit Bernardin de Saint Pierre comparant l'arbre, symbole révolutionnaire de nature, avec la Nation : "un arbre est une république" écrit-il, exprimant dans cette métaphore l'assimilation du naturel au social et au politique par l'identité des rapports de solidarité et d'égalité qui unissent, dans l'être de nature, les cellules les unes aux autres pour assurer le fonctionnement harmonieux du Tout et, dans la société, les hommes entre eux pour parvenir au bonheur universel.

3. Assainir nature et société

3.1. *Flux purificateurs*

A la communauté de pensée entre la nature et le social des espaces incultes, horribles et insalubres, caractéristiques des temps féodaux correspond, en réaction, dans ce moment d'intense convergence de la fin du XVIII^e, l'idée d'un nécessaire assainissement de l'un et de l'autre et par voie de conséquence du politique. Le modèle de la nature repoussante et malsaine est le marécage : il s'agit d'un paysage en stagnation. C'est en tout cas par le qualificatif de "stagnantes" que sont désignées les eaux noirâtres et putrides des landes, telles celles d'Aquitaine, notamment dans les diction-

naires de l'époque. Par analogie, puis donc par assimilation, la société féodale est dépeinte comme un système social de routine c'est-à-dire, lui également, stagnant. Il ne s'agit pas d'une société évolutive mais bloquée et incapable de trouver en elle-même les forces qui lui permettraient de se transformer.

L'assainissement du couple nature-société, nécessaire à l'accomplissement de l'objectif d'harmonie, passe donc par sa mise en mouvement. Celle-ci trouve sa possible formalisation dans l'idée de *flux* ou de courant indispensable pour rendre à ce couple beauté et salubrité. En réalité cette idée de flux préexiste (cf. *supra*, Quiqueran de Beaujeu), mais elle ne concerne alors que le pan naturel du couple réuni par la pensée du XVIII^e siècle et elle débouche sur les notions de fertilité et de catastrophe. Désormais le flux purificateur est celui que la maîtrise, imaginée comme possible, de la nature par l'homme permet de faire circuler.

La découverte de la montagne et de sa beauté sublime alimente et renforce cette même notion de flux purificateur : en dévoilant ses espaces de nature vierge et la blancheur de ses neiges éternelles, la haute montagne s'instaure comme le lieu de nature (le "haut lieu") susceptible de transmettre par les courants qui en sont issus la pureté virginale à l'ensemble des espaces et de les assainir. Elle est une source de régénération de l'homme qui la contemple et peut élever son âme à la fois vers la félicité et vers la considération de ses semblables. L'admiration de la plupart des voyageurs de la montagne pour les eaux courantes et limpides, torrents, cascades qui dévalent des versants, peut être également considérée comme un signe de cette vision.

Cette notion de flux se retrouve dans la symbolique de l'arbre républicain imaginée par Bernardin de Saint Pierre : c'est alors la sève qui constitue ce courant, lien de solidarité entre les éléments qui composent le tout et qui permet l'échange et la communication.

Si la société féodale est une société routinière incapable de se régénérer par elle-même, sa mise en mouvement ne peut se produire que par le changement total : la société nouvelle imaginée, révolutionnaire, est une résurrection ; dans cette mise en mouvement, elle réintroduit l'histoire comme fondement temporel sur lequel elle doit s'appuyer et dans le sens duquel elle doit s'inscrire. A la vision d'un système société-nature antérieur en stagnation, s'oppose désormais ce couple nouveau d'une société et d'une nature fusionnées, rendu possible grâce à sa mise en circulation, c'est-à-dire à ce flux salvateur, purificateur et magnifiant.

La fin du XVIII^e siècle où convergent esthétisme et hygiénisme dans le politique, le social et le naturel correspond donc bien à

cette vision de la totalité : cette convergence est plus qu'une fusion, elle est sublimation.

3.2. Mises en forme de la nature

L'assimilation du naturel au social et au politique à la fin du XVIII^e siècle trouve son application dans les formes d'aménagement du "milieu". Ces pratiques sont présentées, au regard des découvertes scientifiques et des inventions techniques, comme l'expression du possible, c'est-à-dire du projet d'un nouveau rapport homme-nature désormais accessible.

Certes, il n'a pas fallu attendre le XVIII^e siècle pour "aménager le milieu". De tout temps, les sociétés ont participé, dans des opérations de plus ou moins grande ampleur, à des mises en forme de la nature correspondant à des objectifs divers d'exploitation des ressources naturelles : le drainage des marais, la maîtrise des estuaires ou des deltas ont constitué, à travers toutes les civilisations, des entreprises mobilisant les forces sociales dont la majorité d'entre elles était soumise à l'esclavage. A partir du XVI^e siècle cependant, l'idée d'organiser les marais (opérations confiées au Hollandais Bradley dans les marais de l'Ouest par exemple) commence à s'inscrire dans un objectif hygiéniste. Les premières couvertures d'égouts à Paris, comme les premières usines d'épuration et de distribution de l'eau, participent de la même intention.

Au XVIII^e siècle, la nouveauté réside dans cette association du social au naturel qui devient une sorte de leitmotiv, par lequel des opérations d'aménagement de la nature inesthétique et insalubre permettent en même temps la réinsertion des couches sociales marginales dans une nouvelle société. L'idée de flux purificateur et magnifiant en constitue le soubassement symbolique : *drainer les eaux stagnantes* et nauséabondes, les faire circuler, signifie effectivement assainir la nature et la société qui assure sa production. Cette idée est profondément ancrée dans les argumentaires des projets d'aménagement qui éclosent partout sur le territoire français au XVIII^e siècle, et en particulier dans sa seconde moitié. Elle anime aussi les grands travaux des *canaux*, montrés comme des voies du progrès social et technique mais également de l'échange et de la communication.

La création de l'École des Ponts et Chaussées en 1747 participe de l'application de cet effort de mise en mouvement de la nature au travers de la circulation des hommes et des biens : les routes, les nouveaux ports ouvrent des territoires encore peu fréquentés, comme en particulier les Alpes où les ingénieurs rivalisent de prouesses techniques pour faire franchir aux voies nouvelles des précipices sublimes.

La question de la gestion forestière elle-même n'est pas indépendante de cette notion de flux : elle est alors intimement liée à l'aménagement hydraulique des espaces destinés au reboisement, comme les landes d'Aquitaine, et comme le seront les reforestations des montagnes au XIX^e siècle. Mais elles prendront alors un autre sens (cf. *infra*).

La mise en forme de la nature prend un caractère particulièrement symbolique à la fin du XVIII^e siècle dans l'aménagement des jardins. Dans ce domaine cependant, sur l'idée de flux purificateur et magnifiant qui y est présente au travers de la reconstitution des ruisseaux, des cascades et des ponts qui les franchissent, prédomine celle de la totalité approchée avec plus ou moins de prégnance selon les cas. L'exemple le plus conforme à la vision totalisatrice de la nature – et de la société – est le Désert de Retz, jardin cherchant à retraduire l'universalité grâce aux fabriques représentant les diverses civilisations et leur histoire (pyramide, maison chinoise, temple de Pan, colonne, etc.) et à une nature recomposée à partir de multiples espèces végétales indigènes et exotiques.

Les autres grands parcs créés dans la même période se situent, dans leur mise en forme, à une distance plus ou moins grande de ce cas exemplaire. Ermenonville appartient davantage au jardin paysager que l'on pourrait appeler "arcadien" ou "pastoral", plus proche des idées physiocratiques ; comme, également, le Hameau de la Reine, encore plus inspiré d'une vision nostalgique d'un âge d'or rural et paysan. Ermenonville se distingue cependant du Hameau de la Reine dans le sens où y transparait la conception paysagère du pays, que l'architecte J.-M. Morel, auteur en partie du parc, classe au rang d'un des types de jardin. Ermenonville correspond en outre à la vision prospective du paysage national qui inspirera fortement François de Neufchâteau dans son programme de "Culture des arbres" de l'an VII. Un autre parc, Méréville, se situe entre Ermenonville et le Désert de Retz, avec un sens moins universaliste que ce dernier mais plus marqué par rapport au domaine d'Ermenonville. A Méréville, les diverses fabriques évoquent l'universalité et la circulation (ponts) ou les découvertes (cénotaphes de Cook, colonne rostrale) ; l'une d'entre elles, la colonne Trajane, du sommet de laquelle le propriétaire des lieux, J.-J. de Laborde se livra aux premières expériences de télégraphie, constitue une évocation de la communication qui peut être rapprochée de l'idée de flux.

Mais ce qui semble être le plus caractéristique de ces jardins paysagers par rapport au style français antérieur est constitué par leur forme générale : à la linéarité du jardin à la française symbolisant à la fois domination et soumission de la nature à un

pouvoir, se substitue la forme courbe, et en particulier l'ellipse ou le cercle : on pourrait y voir une tentative de représentation symbolique de la totalité par l'absence d'une orientation privilégiée et par l'infinité des relations gravitant autour d'un centre. Une telle mise en forme peut être rapprochée par ailleurs du *panorama* inventé à la même époque, qui ne donne pas la priorité à un regard linéaire mais à un ensemble infini de regards tournant également autour d'un point central. Cette idée du centre rejoint en effet la conception de l'architecture utopique de la période révolutionnaire de Boullée ou Lequeu (STAROBINSKI, 1979) projetant des édifices organisés autour d'un centre (cénotaphe de Newton par exemple), représentations imaginaires de l'harmonie où chaque individu est un être concentré, c'est-à-dire un centre en correspondance avec les centres de leur classe, celui des règnes de la nature et celui des régions de l'univers (Louis Claude de Saint-Martin, an III).

Il ne semble pas cependant que cette mise en forme symbolique de la nature et de l'espace, regardés en cette fin du XVIII^e siècle comme une totalité, se soit étendu à l'Etat dans son territoire. Bien que l'édification des voies de communication, canaux et surtout grandes chaussées royales, suggère que, dans la seconde moitié du XVIII^e siècle, il existe une conception de l'unité territoriale, il semble bien que cette conception d'une totalité soit plus tardive (LEPETIT, 1989) et qu'elle naisse vers 1840, au moment où se met en place le réseau des chemins de fer. Il est vrai que la forme de ce réseau, longtemps discutée entre les partisans d'un tracé rayonnant centré sur Paris (finalement retenu) et ceux d'une organisation linéaire orientée du Nord au Sud, passant par Paris, à laquelle auraient été reliées des lignes transversales, pourrait parfaitement s'inscrire dans la dualité de ces modèles de mise en forme symbolique : d'une part, un réseau rayonnant de son centre vers les périphéries qui, dans le même temps, l'alimentent ; d'autre part, un réseau linéaire avec des radiales orthogonales. La comparaison avec les jardins est certes tentante ; on ne lui attribuera ici qu'un caractère hypothétique.

Il reste néanmoins que la conception totalisatrice de la nature révolutionnait la façon de penser le paysage et les milieux naturels, mais également l'univers. Dans la pensée globale et universaliste de la fin du Siècle des Lumières, rayonnant d'un centre cosmique vers les individus lui renvoyant leur propre intention d'harmonie, se situait sans doute, plus ou moins occulte, une des origines du romantisme. Ermenonville, éloigné dans sa forme de l'idéale vision de la totalité universelle, telle que le Désert de Retz la formalise, s'annonçait déjà comme un lieu idoine des rêveries de Nerval ; et Chateaubriand, redessinant le jardin de la Vallée aux Loups, ne

faisait que reproduire un modèle de nature qui, quelques années auparavant, avait été révolutionnaire. Mais il l'avait amputé de son sens universaliste.

II – LE XIX^e SIÈCLE : de l'éclatement aux tentatives de recomposition d'une totalité de la nature

Harmonie : le mot était donc lâché. Le XVIII^e siècle en avait fait un idéal ; le romantisme s'en empare en se jetant à corps perdu dans une imaginaire fusion de l'homme et de la nature, ambiguë pourtant, désespérée ou exaltante, centrée sur le moi du poète à la fois solitaire et solidaire : tentative de recomposition d'une totalité de la nature, face aux multiples formes d'éclatement de la pensée globale qui se manifestent au cours du XIX^e siècle. En ce sens, le romantisme apparaît comme une réaction à la tendance générale des pratiques, des représentations et des savoirs.

Le mouvement romantique se lance donc à la poursuite de l'harmonie en s'isolant dans une retraite de nature inspiratrice ou en magnifiant la foule. Dans cette ambiguïté du romantisme, les uns se réfugient dans une pensée à l'écart du monde, orgueilleuse (A. DE VIGNY), d'autres bâtissent leur exaltation sur les heurts et les espoirs des peuples (V. HUGO), avec cependant un recul pris sur le lien social. L'ambivalente pensée persiste parfois chez ces mêmes auteurs, comme chez un Lamartine qui se coupe des masses pour chanter dans l'asile le mal de vivre de son temps et qui s'investit paradoxalement d'une mission en devenant homme politique. C'est chez lui, peut-être, que le romantisme apparaît comme la première tentative d'une recomposition de la totalité :

"La poésie sera de la raison chantée, voilà sa destinée pour longtemps : elle sera philosophique, religieuse, sociale comme les époques que le genre humain va accomplir. Elle va se faire peuple" (Méditations, 1820).

Mais son espoir de penser la nature, la politique et le social au travers de la poésie sera vain. Le romantisme cherche en effet désespérément à réinventer une totalité : délibérément centré sur le moi du poète, il dédaigne les forces sociales qui modèlent la nature érigée en refuge mythique. Trouvant ses sources inspiratrices dans le XVIII^e siècle passé, il ne rebâtit qu'une totalité partielle, poétique sans doute, philosophique peut-être, mais ni sociale ni politique.

Ce paradoxe du romantisme exprime, pourrait-on dire, l'orientation générale de la pensée de la nature du XIX^e siècle qui hésite continuellement entre une décomposition et une reconstruction de la totalité imaginée. Alors que les courants porteurs de la pensée de

la nature, esthétique et hygiénisme, se séparent et divergent dans des pratiques différentes, alors que celles-ci, dans le milieu scientifique naissant se spécialisent et balisent les limites des champs disciplinaires, alors que progrès et nature deviennent peu à peu antinomiques, de nombreuses tentatives de recomposition se font jour, dans les représentations comme dans les savoirs et les pratiques : recours à la nature dans la pensée du local, de l'habitat et du voyage...

1. L'éclatement de la pensée globale

1.1. Séparation de l'hygiénisme et de l'esthétisme

Le début du XIX^e siècle voit très rapidement diverger les deux courants d'idées qui avaient structuré la pensée de la nature auparavant : hygiénisme et esthétisme vont en effet évoluer séparément, dans deux univers opératoires et dans des savoirs distincts, sans toutefois se débarrasser complètement de ce que le XVIII^e leur a apporté en les réunissant. Il subsiste toujours une connotation esthétique à la salubrité, comme dans la beauté naturelle persiste souvent un sentiment hygiéniste mais qui tend à devenir secondaire voire, quelquefois, contraire : le pittoresque du XIX^e siècle admet également une certaine grossièreté ou une apparente impureté ; J.K. Huysmans loue le Paris pauvre des ruelles tortueuses où traînent les immondices, en réaction à la vision romantique de la saine et grandiose nature et à l'urbanisme "factice" (*sic*) symbolisé par le boulevard haussmannien. D'une certaine manière également, Zola confère à la crasse urbaine ou à la rusticité paysanne une beauté qu'il s'acharne à vouloir sublimer.

La séparation des deux champs correspond, tout d'abord, à la mise en œuvre d'une technicité impliquant *a posteriori* une organisation de chacun des domaines que reflète la répartition des tâches et des objectifs entre divers groupes sociaux définissant entre eux, plus ou moins implicitement, les limites de leur intervention.

L'hygiénisme s'organise au cours du XIX^e siècle à partir d'une part des pratiques d'assainissement urbain, qui constitue un champ d'expériences en même temps qu'il permet l'équipement de la ville en réseau d'adduction et de purification de l'eau, et d'autre part du développement de l'analyse scientifique de la maladie et des épidémies. Si ces pratiques ont débuté très tôt, ainsi qu'on a pu l'indiquer auparavant, comme la formalisation d'une perception de l'insalubrité associée à celle de la maladie ou de la mort (équipement de l'Hôtel Dieu pour l'assainissement des eaux usées, 1762 ; loi sur le déplacement des cimetières à l'extérieur des agglomérations, 1802), l'hygiénisme ne s'instaure en tant que savoir que

dans le courant du XIX^e siècle, savoir technique tout d'abord, avec les travaux de Parent-Duchâtelet (1824-1836) et la création des *Annales d'Hygiène Publique et de Médecine Légale* (1829), suivis du premier Congrès international d'Hygiène (1852). Savoir scientifique ensuite, avec les recherches des médecins hygiénistes, s'engageant dans le courant de pensée du "contagionisme" orienté vers l'analyse de la transmission des maladies ; c'est notamment la "révolution pasteurienne", qui s'inscrit dans le mouvement d'émergence et de développement des disciplines de la microbiologie et de la bactériologie de la fin du siècle. Si les savoirs liés à l'hygiène publique sont effectivement d'abord techniques, liés à la pratique de l'assainissement des eaux, il n'en reste pas moins qu'ils servent de champ d'observation pour l'analyse scientifique qui naît dans leur sillage. En tout cas, le moment de fort développement des savoirs scientifiques liés à l'hygiénisme correspond précisément à une seconde période historique de convergence forte des divers courants d'idées porteurs de la connaissance, des représentations et des pratiques de la nature – ou plus exactement du milieu naturel – terme désormais admis et utilisé.

L'évolution subie par le pan *esthétique* de la pensée naturaliste peut, à certains égards, être rapprochée de celle du courant hygiéniste. Tout d'abord parce qu'elle est marquée, dans les premières années du XIX^e siècle, par une indépendance prise par rapport aux autres courants et en particulier par une *scission entre le domaine de l'agriculture*, ou de l'aménagement, *et celui des jardins et de la représentation des paysages*. Jusqu'à ces années en effet, l'art des jardins appartient à la vaste discipline de l'agronomie "science et art" (LUGINBUHL, 1989). Presque tous les agronomes – de la Renaissance au XVIII^e siècle – ont consacré un temps de leurs études ou de leurs propositions à la part formelle de la connaissance des végétaux, c'est-à-dire aux possibilités d'exploitation de la nature à des fins esthétiques ou d'agrément. Le début du XIX^e voit se séparer désormais, selon deux orientations distinctes, une discipline strictement agricole, vouée essentiellement à la production et à l'économie de l'exploitation de la terre et l'art des jardins, désormais rangé dans un champ considéré comme mineur par rapport à la science agronomique technicienne. La création du mot "horti-culture" dans cette période consacre l'institutionnalisation de la limite entre l'"agri-culture" et cette nouvelle discipline à laquelle appartient l'art de mettre en forme la nature. Mais cette séparation, ici non plus, ne donne pas lieu à la constitution d'un savoir "scientifique" spécifique. L'art des jardins oscille entre le technique et l'artistique, en se nourrissant de la connaissance horticole (cette situation devant se perpétuer jusque vers les années 1970). Par

ailleurs, alors que le genre paysager s'était imposé au XVIII^e siècle, la discipline du jardin en tant que pratique technicienne abandonne le paysage qu'elle laisse au champ des représentations.

Les représentations de la nature et plus particulièrement du *paysage* donnent lieu, au XIX^e siècle, à une production intense liée à la pratique touristique et aux voyages pittoresques vulgarisés par le développement de la lithographie et de l'engouement d'une bourgeoisie aisée pour l'apprentissage du dessin de nature. C'est dans ces milieux sociaux que se constitue, d'une part, un groupe restreint d'artistes encore peu connus s'instaurant en véritables professionnels du paysage (cours de paysage dus à Tirpenne, Jacques, Jacotet, Marvy, Marchand, Leroy, etc.), producteurs d'innombrables lithographies ou gravures de paysages d'abord consacrées à certaines thématiques puis soumises par l'édition à une régionalisation de leur art (les premiers photographes prendront d'ailleurs le relais des graveurs et des dessinateurs du paysage vers 1870) ; d'autre part, les associations de tourisme, au recrutement plus vaste et plus éclectique, tels le Club Alpin Français (créé en 1874) et le Touring Club de France (créé en 1890) qui seront les protagonistes de la protection des paysages, devenant loi au début du XX^e siècle (Loi sur la protection des sites et monuments naturels, 1906).

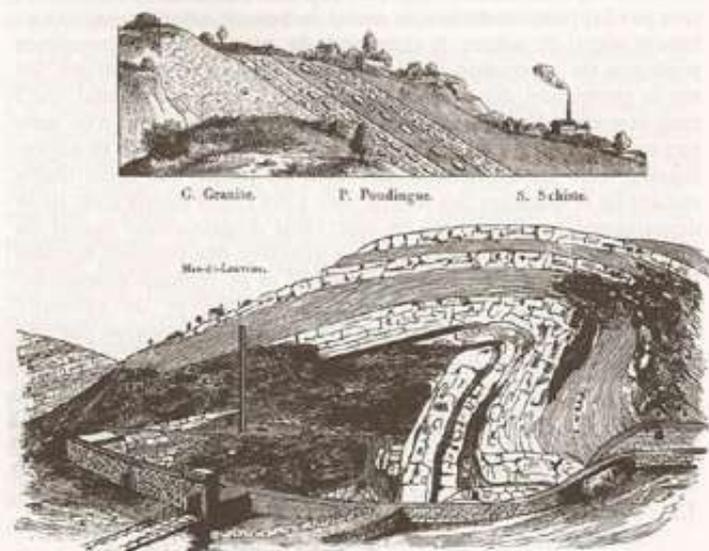
Ces mouvements, auxquels appartient ou adhère avec plus ou moins de conviction des peintres, tel Cézanne, des écrivains, telle G. Sand, ou des forestiers, représentent le milieu social porteur d'une idéologie esthétisante et moralisante du paysage dans lequel, à la fin du XIX^e siècle, s'élaborent également les premières idées de protection de la nature et du régionalisme. Milieu vaste, peu homogène dans ses idées politiques, mais surtout sorte de nébuleuse bourgeoise qui manie, à la fin du XIX^e siècle, autant des considérations esthétiques, politiques, naturalistes, que des réflexions sur la ville et sur son organisation formelle. Dans les deux décennies qui encadrent 1900, la production esthétisante du paysage sous forme de représentations et de pratiques touristiques s'avère d'une intensité remarquable, similaire à ce qu'elle est dans le courant hygiéniste avec lequel elle établit des "passerelles". Le premier colloque international pour la protection des paysages, qui se tient à Paris en 1909, voit en effet émerger la proposition de création de Comités départementaux d'Hygiène et de Beauté Publique, révélatrice d'une convergence nouvelle entre deux perceptions de la nature différentes mais qui avaient connu un siècle plus tôt une période d'association conceptuelle ; s'y ajoute cependant la *notion du local* contenue dans le régionalisme, sous-jacent à la plupart des débats sur la nature et sa traduction formelle,

sur l'urbanisme et l'aménagement. Mais le volet social reste très restreint et partiel. Il ne surgit que dans son aspect moral, se traduisant par l'apparition du besoin social de beauté, assimilé souvent au besoin social de nature. Si cette période, où naissent les premières pratiques de protection de la nature (premiers sites protégés, loi sur la protection des sites, premier projet de parc national, etc.) peut être considérée comme un temps de convergence, il n'en reste pas moins que celle-ci n'est bien souvent qu'apparente et superficielle, sans aboutissement réel dans un projet. Les rares textes traitant de la question des jardins sont à cet égard significatifs. Ils se démarquent explicitement de tout idéal d'égalitarisme social ou politique, considérant la distinction effective des couches sociales comme un fait parfaitement admissible et se référant essentiellement à cette notion de besoin de beauté et de salubrité (cf. E. ANDRE, 1897). Manifestement le paysage, marginalisé par une élite bourgeoise qui en a fait un domaine de prédilection, a été vidé de son idéal d'harmonie sociale et politique, volontairement. La limitation de son champ à l'esthétique en a fait un des termes révélateurs de cet éclatement d'une pensée plus globale de la nature qui caractérisait la fin du siècle précédent.

1.2. Un éclatement consolidé par la spécialisation scientifique

La séparation de l'agri-culture et de l'horti-culture amplifie un mouvement de spécialisation déjà engagé auparavant mais qui va, en se renforçant, constituer un des caractères fondamentaux, au XIX^e siècle, de l'organisation de la technique et des savoirs scientifiques dans lesquels se définissent les disciplines productrices de l'idée de nature ou de milieu naturel. Si les champs du technique et des savoirs sont déjà relativement distants avant 1800, si, en particulier, certaines sciences ont déjà balisé les frontières de domaines encore assez vastes, comme la botanique (XVII^e s.), la zoologie (XVIII^e s.), à l'intérieur desquels des limites ont commencé à individualiser des sous-domaines (conchyliologie, 1742, entomologie 1745), le XIX^e siècle voit se différencier des "territoires" techniques et scientifiques de plus en plus marqués et étroits. Cette différenciation n'affecte en réalité pas seulement les sciences et techniques de la nature, mais elle touche également les savoirs relatifs à la connaissance de l'homme et du "milieu humain".

Fig. 1. Géo-logique : trouver et prouver



Source : DUPRENOY, ELIE DE BEAUMONT, 1842.

La spécialisation qui se manifeste ainsi suit cependant deux orientations distinctes, l'une concernant le domaine de la technique, précédant l'autre, englobant les disciplines scientifiques. On assiste donc, d'une part, à la parcellisation de la sphère "agronomique" en disciplines techniques dont l'agriculture et l'horticulture constituent les deux premières spécialités suivies de l'apparition de techniques diverses plus étroites : sylviculture (1835), arboriculture (1836), viticulture (1845), apiculture (1845), sériciculture (1845), pisciculture (1853), ostréiculture (1868), aviculture (1890), héliiculture (1922), etc.

L'étude des formations terrestres avait débuté par celle des roches, sous le terme de minéralogie (1750) auquel s'ajoute très vite celui de géologie (1751), déjà présent en Europe dans la langue italienne (1601). Diverses branches de cette discipline s'individualisent au cours du XIX^e siècle : orographie (1823), paléontologie (1834), pétrographie (1842), géothermie (1865), orogénie (1868), stratigraphie (1873), géophysique (fin XIX^e). Orographie et paléon-

tologie pourraient être comprises comme la continuité de l'étude systématique d'éléments de nature selon leurs caractères formels qui a prévalu au XVIII^e. La biologie, dont le terme apparaît en 1802, ne devient réelle discipline qu'à partir du milieu du XIX^e, suivie par la biochimie (1864), la phytopathologie (1878), la pédologie, la bactériologie, la microbiologie n'émergeant que vers la fin du siècle, et d'autres (comme la parasitologie) peu après 1900.

L'apparition des disciplines scientifiques consacrées à l'étude des phénomènes de nature dans la seconde moitié du XIX^e siècle s'inscrivait dans un mouvement de tentative de recomposition d'une totalité avec l'apparition du concept de biosphère (1824), mais cette tentative se heurte à un éclatement quasi immédiat que consacre l'écllosion des disciplines évoquées précédemment. Cependant la spécialisation scientifique et technique qui consolide cet éclatement en institutionnalisant des limites entre les champs ainsi définis fait apparaître deux faits nouveaux :

- d'une part, la fin progressive d'une science essentiellement descriptive et fondée sur la structure formelle des objets et sujets de nature, dont la création de la paléontologie et les travaux de Lamarck, Buffon, Cuvier et Lacépède seraient les derniers événements ; à l'effondrement de cette science succède l'apparition de disciplines davantage attachées à la compréhension de processus élémentaires participant à des fonctionnements biologiques complexes ;

- d'autre part, alors que le technique s'ancre presque délibérément dans les pratiques et donc dans l'espace, alors que tout ce qui constitue l'utilitarisme agronomique occupe le terrain, les sciences de nature ne s'inventent, dans un premier temps, aucun espace opératoire. L'espace des scientifiques naturalistes est encore celui de la découverte, espace exotique, lointain et encore inorganisé par l'exploitation des ressources naturelles, mais qui constitue souvent l'objectif caché des missionnaires.

Ce n'est qu'avec l'apparition de l'écologie, à la fin du XIX^e siècle, que le champ scientifique de la nature instaure en France un *espace de pouvoir* potentiel : l'espace naturel opposé à l'espace cultivé (alors que l'hygiénisme se réserverait plutôt l'espace urbain). Mais les scientifiques "naturalistes", futurs écologues, devront dans un premier temps faire alliance avec les esthètes de la nature pour faire pression sur l'Etat : les premiers espaces protégés le sont pour leur caractère pittoresque (Cascade de Gimel, fin XIX^e, puis Loi de 1906) alors que l'intérêt scientifique ne prend le pas sur l'esthétique qu'un peu plus tard, vers 1914, avec la tentative de création du premier parc national dans le massif alpin de l'Oisans. C'est seulement à ce moment là que la protection de la nature se

voit reconnaître deux objectifs différents, l'un au nom de la *sauvegarde des espèces* de flore et de faune, l'autre au nom de la *beauté*, objectifs qui divergent depuis cette époque et n'ont pas encore trouvé de terrain réel d'entente, même si des recours à une aide mutuelle ont encore lieu : la protection des sites relève du Ministère de l'Équipement, celle des espaces naturels, parcs, réserves, biotopes, etc., du Ministère de l'Environnement.

Il n'est alors pas surprenant que l'espace de pouvoir des scientifiques et des esthètes de la nature soit représenté par ce qui a toujours été délaissé par l'utilitarisme agronomique : là seulement peut s'exprimer, à cette époque, l'idée d'une nature fonctionnant en elle-même et susceptible d'être analysée pour elle-même, ou contenant les principes d'une esthétique naturelle ; lorsqu'Elisée Reclus, en 1866, attribue aux Alpes le qualificatif de "boulevard de la liberté", il signe la reconnaissance de la capacité de ces hauts-lieux de nature à s'offrir librement à l'investigation et à se constituer en spectacle, écran de projection du regard esthétique de la nature (mais il va cependant beaucoup plus loin, cf. *infra*).

La prise de pouvoir de la science et des esthètes de la nature sur ces territoires consacre en tout cas, dans l'espace cette fois – et pour longtemps encore –, la consolidation de cet éclatement d'une vision globalisante. Mais une ambiguïté persiste dans cette séparation : l'espace cultivé, c'est-à-dire celui où la nature est exploitée à des fins utilitaires, conserve cependant un attrait pour ses qualités esthétiques que l'homme dégrade. Les sciences de la nature ne perdent donc pas tout espoir de se l'approprier un jour, sans pour autant le considérer sous son aspect social, du moins chez la plupart des défenseurs de la nature de la seconde moitié du XIX^e siècle. Encore un signe, s'il en est besoin d'autres, de cet éclatement.

Celui-ci se trouve, en particulier, clairement affirmé chez les forestiers qui, dans la première moitié du XIX^e siècle, exploitent, en vue de mettre en place une politique de reboisement, les projets nés dans la période post-révolutionnaire tout en n'en conservant que certains aspects. La Société d'Emulation des Vosges, créée en 1825 pour favoriser le reboisement du massif, emprunte au programme de François de Neufchâteau "Culture des Arbres" les principes d'encouragement fondés sur la récompense attribuée à l'agriculteur reboiseur (prime à la plantation, médaille à son nom). Mais le ton change vis-à-vis de la société paysanne : elle est vite considérée comme un adversaire de la reforestation et doit être combattue en raison de ses pratiques contraires au développement de la forêt et au maintien des sols de montagne. C'est, vers le milieu du XIX^e siècle, l'époque des travaux de Surré et de Blanqui dont

les publications contiennent de violentes diatribes contre les paysans montagnards, rustres, égoïstes et incultes, ne comprenant rien à l'intérêt général représenté par l'action des forestiers. Inutile de revenir sur les conflits désormais bien connus (KALAORA, SAVOYE, 1986 ; LUGINBUHL, 1989) entre ces forestiers "étatistes" et sociétés paysannes. Ils expriment en tout cas l'abandon par ce corps d'ingénieurs de toute préoccupation ou compréhension d'ordre social qui était présente dans l'esprit des programmes de François de Neufchâteau. Il faut cependant préciser que la vision anti-sociale des forestiers étatistes se prolongera jusqu'au XX^e siècle à travers les travaux de restaurations des terrains de montagne (R.T.M.) et les diverses lois sur le reboisement des montagnes.

1.3. Nature dégradée et progrès destructeur de nature

L'action des forestiers fait surgir ici une notion nouvelle au XIX^e siècle qui accompagne la dissociation nature-société et la renforce : la dégradation de la nature apparaît ainsi comme un nouveau phénomène caractéristique, mais celle-ci semble être précédée par la détection dans le paysage d'une altération particulière. Certes, dès la fin du XVIII^e siècle, l'idée d'érosion des montagnes déboisées apparaît dans des mémoires ou des observations d'administrations départementales (LUGINBUHL, 1989). Plus généralement sous la Révolution, la dégradation des zones forestières devient un sujet de préoccupations, mais le terme de fragilité apparaît beaucoup plus tard.

C'est cependant dans le courant esthétique que surgit le premier constat d'une *dégradation de la beauté des paysages* avec, notamment, les avis de Paul Louis Courier (1819) constatant les effets dévastateurs du libéralisme sur les parcs, les jardins et les bâtiments remarquables transformés en champs de haricots, de pois et en étables ou en porcheries. Ce sentiment d'altération du paysage français s'exprime chez la plupart des écrivains du début du siècle (LUGINBUHL, 1989) et c'est dans ce courant que s'inscrit la création du premier poste d'Inspecteur général des Monuments Historiques et de l'Inventaire des Richesses Historiques de la France (cf. MERIMEE, 1834 et 1837). S'il est possible de déceler ici les prémices d'une politique du patrimoine, il faudra cependant attendre les premières années du siècle suivant pour que se concrétise la protection du paysage souhaitée dès le début du XIX^e (loi de 1906 sur la protection des sites et des monuments naturels et loi de 1913 sur la protection des monuments historiques, cf. *supra*).

La transposition d'une dégradation des paysages à celle de la nature apparaît donc un peu plus tard chez les forestiers, vers 1825,

bien qu'elle ne perde pas totalement sa signification esthétique : la forêt constitue pour les ingénieurs forestiers un idéal de beauté naturelle que les pratiques paysannes altèrent. Mais l'essentiel de cette dégradation ne réside pas là : pour le corps des ingénieurs forestiers, c'est la dégradation des sols qui est en cause et, fait nouveau, les conséquences à distance qu'elle entraîne sur les cultures des plaines. On a donc là une première vision, dans le champ technique, d'un *processus d'évolution de la nature par enchaînements successifs d'un lieu sur un autre*, c'est-à-dire d'un fonctionnement plus global du système naturel par un ensemble de relations multiples, qui était déjà entrevu par Rousseau (*Les Confessions*, livre XII, 1762-1765 : "... Cette chaîne de rapports et de combinaisons...") et par des géomorphologues avant la lettre. Il est en tout cas clair que la dégradation de cet ensemble naturel a pour cause première l'homme et son organisation sociale : c'est de cette représentation du fonctionnement de la nature que surgiront plus tard de nouvelles conceptions qui participeront à renforcer la dissociation de la société et de la nature.

Dès l'apparition de l'idée dans leur domaine technique, les forestiers contribuent fortement à opposer le social à la nature. Leur position en est même caricaturale, consistant à attribuer à la société montagnarde et en particulier au paysan l'inculture et l'égoïsme responsables de l'érosion des sols. L'interrogation qu'ils auraient pu manifester à l'égard des pratiques sociales de nature leur est complètement étrangère, du moins dans un premier temps, jusqu'à ce que se fasse jour, dans la corporation forestière, un courant inverse cherchant une voie de réconciliation entre la société paysanne montagnarde et la reforestation (Le Play et les forestiers sociaux à partir de 1855 environ, cf. KALAORA, SAVOYE, 1986).

Il reste cependant que si la dégradation de la nature – et pas uniquement de la nature montagnarde en raison des conséquences à distance – est un effet de l'activité humaine, sa correction est encore envisageable : elle réside dans la "restauration" qu'imaginent les forestiers avec la première loi sur le reboisement des montagnes (1860) puis, surtout, avec la seconde portant plus précisément sur la restauration et la conservation de terrains de montagne (1882).

La capacité de la technique à compenser les effets dégradants de l'activité humaine est d'ailleurs encore l'idée force qui prévaut à la fin du XIX^e siècle et au début du XX^e lorsque surgit l'opposition entre la préoccupation de la sauvegarde de la nature et le processus du progrès. C'est désormais le progrès qui est destructeur de la nature (voir à cet égard l'argumentaire du Congrès International pour la Protection des Paysages de 1909), mais si la construction

des chemins de fer, des routes et des usines, si l'extraction des matériaux du sol et l'exploitation agricole ou forestière de ressources contribuent en effet à altérer le milieu naturel et à l'enlaidir, il est cependant possible d'aménager autrement. Il n'y a donc pas de fatalité dans la dégradation de la nature et du paysage : c'est, d'une part, de l'inventivité technique que peuvent jaillir les solutions ou, d'autre part – ce qui paraît plus intéressant par son caractère de nouveauté – par le ralentissement du progrès, trop rapide aux yeux de certains (JACQUOT, 1911) et surtout décalé par rapport au rythme d'évolution de la nature, infiniment plus lent et progressif, alors que l'homme agit brutalement par "bonds successifs". Il est d'ailleurs intéressant de noter que c'est chez les forestiers qu'apparaît cette idée sans doute puisée dans l'opposition entre la lenteur du cycle forestier et la rapidité d'un progrès scientifique qui ne peut s'ancrer dans le milieu naturel ; ce décalage, souvent évoqué à cette époque, serait ainsi à l'origine du malaise social.

Cette conscience de l'altération du milieu naturel par le progrès technique trouverait son origine dans la synthèse que produit George Perkins Marsh dans *Man and Nature or physical geography as modified by human action* (1864), dont un des objectifs est de mettre en garde les hommes contre les dangers des modifications qu'ils font subir au monde organique et inorganique et d'attirer leur attention sur la nécessité d'une vigilance particulière. Mais, en même temps, G.P. Marsh tente de montrer les possibilités de restaurer les harmonies altérées, tout en insistant sur la stabilité de la nature. Il n'y a donc pas effectivement de fatalité à la dégradation, celle-ci est seulement liée à un certain type de progrès auquel il est possible de remédier.

Le sentiment d'une dégradation inéluctable liée à la nécessité du progrès serait dû, selon P. ACOT (1988) à l'avènement de la pensée darwinienne (cf. DARWIN, 1859). Si, en effet, la lutte interspécifique et la concurrence intraspécifique sont des mécanismes strictement naturels, ils échappent "totalement au jugement des hommes" ; dès lors "la dégradation de la nature et du cadre de vie" serait "une fatalité liée à la nécessité du progrès" (ACOT, 1988). Pourtant il ne semble pas que cette conception soit présente dans la seconde moitié du XIX^e ou au début du XX^e ; elle apparaîtrait sans doute plus tard, notamment avec le Club de Rome et l'idée de "croissance zéro". L'avènement de la pensée darwinienne trouverait cependant une transposition dans la pensée du social avec l'apparition des idées d'une nécessaire solidarité ou de la protection sociale.

Si la pensée darwinienne a eu une influence sur l'idée du progrès destructeur de nature, c'est peut-être davantage par l'analogie suggérée par la lutte interspécifique avec celle que l'homme livre à

la flore et à la faune (et aux paysages) moins armées que lui ou, en tout cas, incapables de se donner des armes égales à celles qu'il est susceptible de fabriquer.

Malgré la dissociation entre nature et société – cet éclatement d'une saisie globale réalisée dans la convergence de courants d'idées à la fin du XVIII^e siècle – des tentatives de reconstitution se font jour, souvent peu manifestes dans les pratiques ou les savoirs évoqués précédemment. D'autres sont beaucoup plus affirmées, se traduisant par l'écllosion de concepts nouveaux, de nouvelles pensées plus ou moins idéalistes, voire utopiques.

2. Reconstruire une totalité

2.1. La relocalisation de la nature

Dans la seconde moitié du XVIII^e siècle s'amorce une réflexion inscrite dans le courant esthétique et tendant à penser le paysage comme l'expression d'un lieu ou d'un espace ; le paysage-pays, tel que l'imaginent les concepteurs de jardins, insitue en effet une conception de la nature non dénuée d'un certain déterminisme exprimé par le "ton local" ou la "convenance locale" (cf. MOREL, 1776 et DE GIRARDIN, 1777 ; LUGENBUHL, 1989). Mais cette idée alimente en réalité la construction d'un projet et ne participe pas totalement de l'analyse d'une organisation spatiale de la nature. Elle se résume à un constat d'une relation entre la composition de la nature et son lieu, renvoyant à l'ordre lisible dans le paysage : le pays possède son caractère spécifique qui doit guider son aménagement.

La rupture de la pensée globale du début du XIX^e semble dévaluer pour un siècle cette notion du pays saisi à travers son paysage jusqu'à ce qu'elle soit remise à l'honneur à la fin du XIX^e siècle, – bien que la création du premier museum régional à Rouen par Gadeau de Kerville en 1828 puisse être envisagée comme un des premiers signes de la reconsidération de la nature dans son organisation locale (notamment avec l'inventaire des arbres réalisés en Normandie). Cependant, d'autres voies vont être explorées, tendant à envisager l'organisation du monde organique et inorganique dans son aspect spatial. La voie scientifique semble faire figure de pionnier, mais elle n'est pas la seule à s'engager dans la production d'une localisation de la nature et des paysages : la littérature et l'art pictural y participent comme le milieu de la technique.

La voie empruntée par la science est celle de la géographie des plantes, et A. de Humboldt est le premier à proposer une lecture de la nature du globe terrestre en considérant "les végétaux sous les rapports de leur association locale dans les différents climats" dans *Essai sur la géographie des plantes* (1805). Or, ce qu'il semble

important de souligner ici se situe dans la vision d'un ordre naturel sous-jacent à l'association végétale, terme dans lequel Humboldt recherche les signes d'une harmonie opposée à la discorde des peuples que l'Europe des premières années du XIX^e siècle offre en spectacle et qu'il souligne dans les *Tableaux de la Nature* (1808) :

"Le voyageur qui parcourt le globe, l'historien qui s'enfoncé dans la nuit des âges, rencontrent sans cesse le tableau uniforme et désolant des dissensions de l'espèce humaine. C'est pourquoi celui qui, au milieu des discordes des peuples, cherche à reposer son esprit, porte volontiers ses regards sur la vie des plantes et étudie les ressorts mystérieux qui meuvent l'univers ; ou bien, se livrant à cette noble impulsion dont le cœur de l'homme fut toujours animé, par un pressentiment secret, porte sa vue vers les astres qui, obéissant aux lois immuables de l'harmonie, poursuivent leur carrière éternelle."

L'évolution de la pensée du lien entre les caractères de l'organisation et la répartition des espèces végétales et leur lieu de croissance montre une complexification tendant à la recomposition d'une vision plus globale des formes, d'une part, et des facteurs et causes, d'autre part, de cette organisation spatiale. C'est tout d'abord par la création du concept de formation phytogéographique (GRISEBACH, 1838), distincte de l'association elle-même, la première étant fondée sur une différenciation d'ordre physiologique et la seconde d'ordre floristique. D'autres subdivisions suivront, et en particulier celles que C. Flahault proposa au Premier Congrès international de Botanique en 1900 à Paris : régions, domaines, districts... stations participent ainsi à donner du monde végétal, désormais appréhendé par la phytosociologie, l'idée d'un système structuré et formant un tout, et ce avec une extension spatiale.

Mais c'est surtout par la recherche des facteurs de différenciation des formations ou des associations que se manifeste le plus clairement la tentative de reconstruction de ce système. La compréhension du paysage végétal passe d'abord, selon Humboldt, par l'approfondissement des "variations de température du sol rayonnant et de l'océan aérien qui enveloppe le globe" (HUMBOLDT, *Cosmos*, 1846). L'appréciation du rôle du climat dans la distribution des plantes auquel Grisebach avait ajouté un caractère intrinsèque du végétal (la forme en tant que caractère physiologique d'adaptation aux conditions climatiques) se trouve nuancée par l'introduction de nouveaux facteurs de répartition spatiale par de Candolle (*Géographie botanique raisonnée*, 1855), qui introduit le sol et la roche sous-jacente d'une part, l'antériorité des végétations sur le même lieu d'autre part (ACOT, 1988). Cette insertion de nouveaux facteurs conduira ainsi à envisager le végétal sous un concept nouveau inventé par J. Vesque (*L'espèce végétale considérée au point de vue de l'anatomie comparée*, 1882), l'hépar-

monie, exprimant la relation qui s'instaure entre la forme des organes végétatifs et les facteurs externes, air, sol et eau. Outre la symbolique du terme, on voit donc apparaître, dans l'évolution de la science phytogéographique, l'idée d'un ensemble de relations multiples entre divers éléments de la nature qui contribuerait à reconstituer un ordre harmonique se substituant à une relation simple et linéaire entre la distribution des plantes et un facteur prédominant.

Cette tentative de compréhension de la globalité des phénomènes ne s'applique cependant qu'au domaine de la science végétale. La science de la nature reste, dans les deux premiers tiers du XIX^e siècle, très compartimentée et divisée selon ses grands règnes. C'est à Haeckel que revient la formulation du premier concept unificateur, l'"œcologie" (*Generelle Morphologie der Organismen*, 1866), suivie peu après par celle de "biocénose" par Möbius (*Die Auster und die Austernwirtschaft*, 1877). Mais, comme l'indique P. Acot, la création de ces deux concepts ne contribuera pas à fournir au champ des sciences de la nature un caractère opératoire immédiat. La précocité de ces termes, si unificateurs qu'ils soient, ne s'inscrit pas immédiatement dans les pratiques scientifiques. Mais ils étaient révélateurs de cette tentative de reconstruction d'une globalité sur laquelle on reviendra ultérieurement.

Le local apparaît donc comme le concept qui permet le mieux de comprendre le fonctionnement des relations complexes s'établissant entre les divers éléments composant la nature. C'est l'analyse en un lieu précis et délimité des facteurs qui déterminent les formes de l'association végétale qui peut en effet arriver à expliquer les différences de celle-ci avec une autre située en un lieu distinct, *a fortiori* voisin. C'est pourquoi le lieu en tant qu'espace localisé de formalisation d'un type de nature s'impose comme un moyen de parvenir à la reconstitution d'un tout.

La seconde voie dans laquelle se manifeste la spécificité des caractéristiques locales de la nature est celle que représente la *mode des voyages* à la fois chez les écrivains et dans les associations touristiques. Il est clair, de toute façon, que le développement des voies de communication et des facilités de déplacement a joué un rôle primordial dans le remodelage des conceptions scientifiques de la nature. Mais, dans les milieux non producteurs de science, la notion du local prend une autre dimension, tendant à insérer dans la vision du paysage des caractères liés, d'une part, à la spécificité régionale des ressources naturelles ou des éléments de la composition paysagère et, d'autre part, aux coutumes ou aux modes locaux d'exploitation de ces ressources (cf. C. NODIER, J. TAYLOR, C. DE CAILLEUX, *Voyages pittoresques et romantiques*

dans *l'Antienne France*, 1820). C'est dans la seconde moitié du XIX^e siècle que cette idée prend réellement corps, après les nombreuses publications des voyages de Mérimée (*Notes d'un voyage dans le Midi de la France* (1835), ... dans *l'Ouest de la France* (1836), ... en *Auvergne* (1838), ... en *Corse* (1840), de G. Sand (*Lettres d'un voyageur*, 1837 ; *Un hiver à Majorque*, 1841), de Taine (*Voyage aux Pyrénées*, 1858), etc., qu'avaient précédés les voyages pittoresques de Nodier, Taylor et de Cailleux. Vers 1860, apparaît en effet l'idée de l'existence d'un lien indissociable entre la configuration des provinces et leur sol, leur climat, leurs productions, leurs mœurs etc. (cf. *La Gazette des Campagnes* n° 38, janvier 1861). Elisée Reclus développe cette même idée (*Du sentiment de la nature dans les sociétés modernes*, 1866) en faisant resurgir l'association du social et du naturel qui était dominante à la fin du XVIII^e et en régionalisant le sens esthétique qui avait prévalu à cette époque ; chez Reclus le lien de causalité entre l'état du paysage et l'état de la société prend une importance encore plus grande :

"Là où le sol est enlaidi, là où toute poésie a disparu du paysage, les imaginations s'éteignent, les esprits s'appauvrissent, la routine et la servilité s'emparent des âmes et les disposent à la torpeur et à la mort."

Les travaux de Reclus soulignent l'ambiguïté avec laquelle le géographe français se positionne dans le champ des relations homme/nature : avant-gardiste dans ses réflexions sur le social par son analyse mondialiste, il fait également preuve d'un certain archaïsme en colportant les idées naturalistes du XVIII^e siècle qui semblent l'avoir séduit par leur caractère idéaliste et qu'il mêle à ce que la lecture de Marsh lui a inspiré. C'est dans cette veine que se situe en partie sa pensée du local et du rapport société/nature, lorsqu'il évoque l'attachement de l'homme à son "coin de terre". Il participe peut-être involontairement à ce sentiment localiste qui occupe une place importante dans les milieux bourgeois et chez les notables des régions françaises d'une part et qui, dans le domaine artistique, se traduit par une intense production de représentations régionalisées du paysage (cf. *supra*, Cours de paysage).

Dans ce courant se situe également la résurgence du "pays", que les travaux des géographes remettent à l'honneur dans cette fin de siècle, expliquant peut-être le succès des ouvrages de Vidal de la Blache au début du siècle, notamment son *Tableau de la géographie de la France* (1903), bien qu'à côté d'une nostalgie certaine, il relègue le pays au rang de concepts archaïques et dépassés par le modernisme.

Sans doute est-il possible de le considérer également comme un signe annonciateur du mouvement régionaliste de la fin du XIX^e et du début du XX^e (LUGINBUHL, 1989) où la réflexion convergente sur

les paysages et les individualités régionales procède d'une tentative géographique de reconstitution d'une totalité entre nature, social et politique. Il y a effectivement, dans cette fin du XIX^e siècle, un essai de reconstruction de cette totalité qui se concrétise sous de multiples formes comme, en particulier, la loi sur la protection des sites et des monuments naturels de 1906, présentant un caractère décentralisateur souligné par ses protagonistes.

2.2. Le besoin de nature

La vision des paysages puis de la nature altérés par l'activité inconséquente des agriculteurs, des industriels et des promoteurs suscite, chez ceux-là même qui étaient les inventeurs de la notion de dégradation, l'affirmation corollaire du besoin de beauté de l'homme, beauté qui, dans le sens où elle est entendue, possède une indiscutable qualité morale. Ainsi, Victor Hugo, en 1831, évoque-t-il cette nécessité de redonner aux hommes le sens d'une esthétique :

"Alignement, nivellement, grands mots, grands principes pour lesquels on démolit tous les édifices, au propre et au figuré, ceux de l'ordre intellectuel comme ceux de l'ordre matériel, dans la société comme dans la cité. Il faut des monuments aux cités de l'homme, autrement, où serait la différence entre la ville et la fourmilière ?"

Si le besoin de beauté dont Mérimée et Victor Hugo se servent pour argumenter la nécessaire protection des Monuments Historiques, a effectivement un sens moral, déjà présent chez les "paysagistes" du XVIII^e (DE GIRARDIN, 1777) à travers la capacité des paysages pittoresques à rapprocher les hommes, il n'en possède pas moins chez l'auteur de *Choses Vues* et de *Quatre Vingt Treize* un sens social : en opposant la ville à la fourmilière, il reconnaît effectivement la faculté de l'homme à penser la ville différemment de l'animal dit social, et donc à lui être supérieur dans son aptitude à raisonner l'organisation de la société. Victor Hugo empruntait peut-être à Montalembert, avec lequel il échangeait fréquemment à cette époque des vues sur l'état de la France, cette idée du besoin de beauté. Le philosophe théologien, dans ses *Mélanges d'art et de littérature* (1823), rapprochait la question de la beauté de l'ordre divin et écrivait en effet :

"Le beau est un des besoins de l'homme, de ses plus nobles besoins : il est, de jour en jour, moins satisfait dans notre société moderne."

Ce sens moral attribué au besoin de beauté et appliqué tout d'abord aux constructions humaines va s'étendre plus tard à la nature et aux paysages en s'apparentant alors au besoin de santé, tel qu'on le retrouve dans le discours du fondateur de la Société pour la Protection des Paysages de France (cf. LAHOR, 1901). C'est en

effet, à la fin du XIX^e siècle et au début du XX^e, dans ce nouveau rapprochement de l'hygiénisme et de l'esthétisme, que s'exprime avec le plus de force cette nécessité d'une belle nature régénérant l'homme "des villes qui anémient, qui tuberculose, qui tuent" (sic).

Il est clair que le développement urbain et industriel jouait un rôle fondamental dans l'ancrage de cette notion dans la bourgeoisie urbaine. Mais elle avait certainement inspiré auparavant le remodelage haussmannien de la ville, le percement des grandes avenues remplaçant le cloaque des ruelles tortueuses et la création des grands parcs suburbains, Bois de Boulogne, Bois de Vincennes, Buttes Chaumont, Parc Montsouris... L'hygiénisme et l'esthétisme contenus dans l'urbanisme du Second Empire, empreints du sens moral déjà souligné, ne sont pas pour autant dénués d'un sens social : la ville s'organise en effet dans une différenciation socio-spatiale, comprise également dans des espaces verts : les beaux quartiers de l'Ouest voisinent avec le Bois de Boulogne montré comme le plus beau parc parisien du XIX^e et le lieu de représentation des couches sociales les plus évoluées alors que le Bois de Vincennes, au contact avec des quartiers plus populaires, est d'une facture paysagère moins élaborée et fréquenté par des milieux plus modestes (cf. ANDRÉ, 1879). Si le besoin de beauté et de santé, c'est-à-dire de nature, est effectivement un des arguments de l'organisation formelle et sociale de la ville, il reste, dans les pratiques et dans les discours, fortement teinté d'une idéologie paternaliste et ségrégative.

La réponse à cette ségrégation socio-spatiale s'exprime vers la fin du XIX^e et au début du XX^e dans les projets de la ville-campagne (Ebenezer HOWARD, 1917), ou de la cité-jardin, inaugurés en Angleterre et exportés en France par des adeptes de Le Play : G. Benoit-Lévy et E. Cheysson proposent l'édification de la cité du bonheur réunissant la ville et la campagne et permettant de satisfaire le besoin de sociabilité de l'homme et son besoin de beauté et de santé représentées par l'insertion de la nature dans la ville. En ce sens, l'utopie urbaine participe d'une tentative de reconstruction de la totalité, comme à la même époque, J.C.N. Forestier élabore sa théorie du système de villes et de parcs (1910) qu'il mettra en œuvre en Espagne et en Amérique latine (Séville, Malaga, Buenos Aires, La Havane...); mais son système sépare cependant la nature et la ville, manifestant ainsi le caractère moral mais anti-social qu'il attribue à la nature, car le jardin permet à l'homme d'oublier l'homme, il est une source de repos et de sérénité :

"Qui s'y réfugie, n'aime pas mieux les hommes, mais, et c'est en quoi il est salutaire, il les oublie."

Le besoin de nature ne serait autre alors que le besoin d'oublier les luttes sociales, pour la bourgeoisie adepte de la protection de la nature et des paysages dans cette période de transition entre le XIX^e et le XX^e où se consolide le capitalisme industriel. La première cité-jardin française édifée à Noisiel, à l'initiative du chocolatier Meunier, reproduisant les modèles anglais de Port Sunlight (par Lever, fabricant de savon) et de Bourville (par Cadbury, fabricant de chocolat), est en quelque sorte la manifestation d'un désir de déculpabilisation des protagonistes de ce capitalisme, paternaliste et moralisateur, qui organise la cité ouvrière en livrant à chacun de ses employés un coin de nature.

Un certain parallélisme entre cette organisation et la mise en place des parcs nationaux, des sites protégés et des réserves, peut être relevé : les espaces de nature protégée constituant des lieux de refuge, de contemplation et d'étude pour les milieux bourgeois citadins et les scientifiques y projetant leur besoin de beauté et de salubrité, loin des conflits sociaux et de la ségrégation qu'a instauré le capitalisme ; espaces de "sérénité et de paix", ils s'offrent en effet comme des lieux d'illusion d'une harmonie possible.

La cité-jardin ou la ville-campagne représentent en outre des tentatives de mise en forme symbolique de l'espace urbain, à l'image de ce que furent les parcs de la fin du XVIII^e : dans les schémas de la ville utopique, l'espace s'organise autour d'un centre rayonnant, généralement lieu dévolu à la rencontre, au dialogue, à la culture ou au pouvoir ; autour se répartissent les cités satellites isolées les unes des autres par des espaces de nature. Cette organisation concentrique se calque sur la vision du système solaire où les planètes seraient les cités gravitant autour de l'astre diffusant sa lumière ; image d'un système harmonique dont les éléments communiquent les uns avec les autres par des relations multiples, résurgence de l'idée d'une nature vue comme une totalité.

2.3. Une reconstruction à multiples entrées

Les voies de recomposition de la totalité, parmi lesquelles certaines ont déjà été évoquées, semblent se multiplier au cours du XIX^e siècle, à travers les divers domaines où se manifeste la pensée de la nature et de la société.

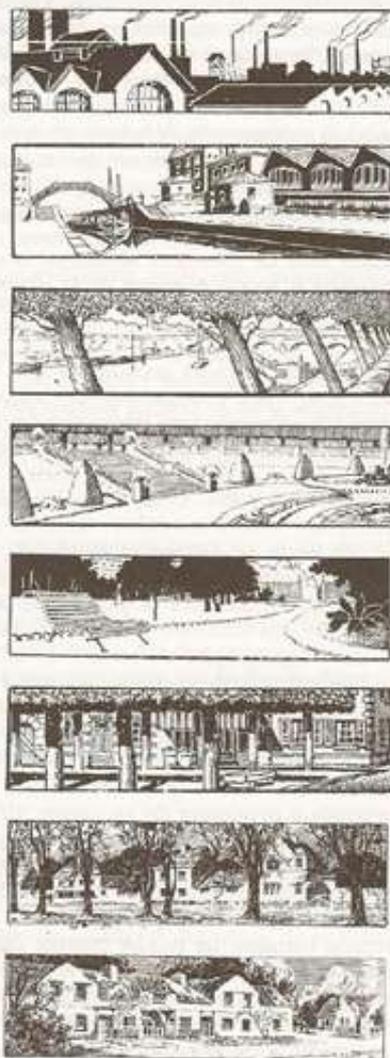
C'est tout d'abord dans la *production scientifique* qu'apparaît cette tentative d'expliquer le tout, et notamment dans la voie déjà retracée des sciences de la nature qui, à travers sa relocalisation, essaient de rendre compréhensibles des processus complexes à l'aide de l'analyse des formes, des facteurs et des causes, dissociés dans un premier temps puis associés peu à peu dans l'étude du

fonctionnement d'un phénomène naturel dans un lieu délimité. C'est la voie suivie par Humboldt, Grisebach, Vesque et Haeckel (cf. *supra*). Ce dernier définit en effet en 1866 son néologisme, l'*oecologie*, comme "la totalité de la science des relations de l'organisme avec l'environnement, comprenant, au sens large, toutes les conditions d'existence" (HAECKEL, 1866, cité par ACOT, 1988). Deux ans plus tard, il précise cette définition en spécifiant l'importance de l'unicité du lieu où s'exercent les multiples relations existant entre les organismes :

"L'oecologie ou distribution géographique des organismes (...) la science de l'ensemble des rapports des organismes avec le monde extérieur ambiant, avec les conditions organiques et inorganiques de l'existence : ce qu'on a appelé économie de la nature, les mutuelles relations de tous les organismes vivant en un seul et même lieu, leur adaptation au milieu qui les environne (...)"

Mais c'est certainement chez les géographes que la tentative est la plus forte, parce que, d'une certaine manière, en particulier chez E. Reclus, l'analyse fait intervenir non seulement des facteurs et des processus liés directement au fonctionnement du milieu naturel, mais également des phénomènes liés à l'évolution ou à l'organisation sociale (cf. chapitre IV). Chez Reclus même, le lieu, la localité constituent une entrée inévitable dans la mesure où ils représentent le lien entre le naturel et le social ; le géographe s'intéresse autant à la dynamique de l'espace ou des paysages d'une part et à l'organisation sociale qu'à la pensée de la nature et de l'espace par la diversité des hommes. C'est sans doute ce qui fait la force pionnière de ce géographe du milieu du XIX^e siècle : ses réflexions sur le lien indissoluble qui unit l'homme à sa terre et sur "l'harmonie secrète qui s'établit entre la terre et les peuples qu'elle nourrit" (RECLUS, 1866, p. 381) introduisent une nouvelle façon de penser la *production sociale de la nature et des paysages* qui n'aura pas immédiatement le succès qu'elle méritait. Il est vrai que lui-même est cependant prisonnier de sa propre idéologie et qu'il ne peut s'empêcher de reconnaître une harmonie supérieure aux espaces de montagne vierge. Mais la tentative est faite et elle ne sera réutilisée par ses successeurs qu'au tout début du XX^e siècle, par Vidal de la Blache ou Brunhes dans la géographie régionale, qui tente, d'une certaine manière, de rendre compte de la totalité des relations entre les phénomènes naturels et les processus sociaux de production de l'espace en un lieu, en accordant également une place aux mœurs, aux dialectes, c'est-à-dire à la culture locale : la géographie humaine se démarque alors de l'histoire "historisante", de l' "histoire-batailles", en donnant au social une certaine épaisseur, - ce dont s'inspirera l'école des *Annales* dans les années trente.

Fig. 2. Images de la nature urbaine



Source : Frontispices de *La Vie Urbaine*, 1919-1925.

L'entrée scientifique semble toutefois se limiter à ces courants ; la voie empruntée par la biologie est certainement beaucoup plus une trajectoire de spécialisation et de parcellisation de la compréhension des phénomènes naturels, comme on a pu le voir avec l'apparition tardive des disciplines de bactériologie, de microbiologie ou de parasitologie. Cependant, ces sciences nourrissent l'approche hygiéniste de la ville, en particulier à la fin du XIX^e siècle et au tout début du XX^e et elles participent involontairement par une voie détournée, celle de la technique urbanistique, à une recomposition d'une harmonie qui pourrait être comprise comme la tentative de reconstruction de la totalité à partir de la pensée socio-spatiale de la ville et de celle de la nature.

La seconde grande voie qui mène à la reconstruction d'une totalité est donc constituée par le *mouvement technique* et se scinde apparemment en deux orientations essentielles : celle de la mise en forme de la ville et celle de l'aménagement forestier. Le courant qui s'amorce à la fin du XIX^e siècle autour de la pensée de la ville, dans son organisation socio-spatiale, consiste en effet à tenter de réunir nature et société dans un aménagement harmonieux. La cité-jardin formalise cette tentative, autant chez les urbanistes utopistes comme E. Cheysson et G. Benoit-Lévy, dans une pensée idéalisée et souvent naïve du social, que chez le paysagiste J.C.N. Forestier plus réaliste et davantage enclin à envisager la ville dans son organisation spatiale et sociale. Il reste que la pratique de l'aménagement urbain est fondamentalement ségrégative, entérinant en réalité la situation antérieure, même si l'essor de l'hygiénisme se fait également au profit des quartiers les plus pauvres. Mais le caractère unitaire des aménagements d'assainissement (construction des réseaux d'alimentation en eau potable et égouts) tend à préserver la ville dans sa totalité et en particulier à prémunir les quartiers réservés aux couches sociales nanties contre la contagion des épidémies. Quant à l'embellissement de la ville, essentiellement réservé aux espaces urbains des riches, il se manifeste cependant dans certaines cités-jardins attribuées à des couches sociales défavorisées, mais ne concerne qu'une partie marginale du paysage urbain.

Au plan international, les années 1910-1920 sont marquées par l'instauration d'une politique d'aménagement des grandes villes, et par la mise sur pied d'un nouvel art et de nouvelles professions liées à l'urbanisme. L'apparition de ce néologisme vers la fin du XIX^e siècle et la fixation de son sens actuel au début des années vingt (car il a signifié aussi processus d'urbanisation), marquent un tournant dans l'appréhension de la ville. Dans la pratique, marquée en France par la loi Cornudet de 1919 qui institue les *plans*

d'extension des villes, la totalité prise en compte dans cette nouvelle forme d'aménagement qu'est l'urbanisme, est l'agglomération urbaine, considérée comme une entité fonctionnelle susceptible d'une démarche globale prévisionnelle (GAUDIN, 1985). Mais, éventuellement sous l'appellation ambiguë de "cité-jardin", c'est l'institution de la banlieue et notamment de la "banlieue-jardin" qui s'opère, en abandonnant l'idéal d'une communauté urbaine nouvelle (MAGRI, TOPALOV, 1987), plus largement en valorisant un cadre de vie nouveau, et en y inscrivant une volonté réformatrice. Alors la ville est revalorisée, en même temps que se développe une volonté de rationalisation spatiale et de projection temporelle dans l'avenir.

Les trajectoires empruntées par les forestiers, avec pour objectif final la mise en place d'une politique de reboisement du territoire national, peuvent être considérées également comme des voies menant à la reconstitution d'un tout. Mais le corps des forestiers est divisé en deux courants, l'un, privilégiant une politique étatiste de reforestation, envisage cette reconstitution en donnant à l'Etat la priorité pour représenter la société, au nom de l'intérêt général qui prime sur l'intérêt individuel. Le couple Etat-forêt constitue, pour ces forestiers dits étatistes (KALAORA, SAVOYE, 1986), l'instrument unique capable de parvenir à leur objectif : la forêt représente en effet pour eux la forme supérieure d'un système naturel susceptible d'assurer toutes les fonctions de la nature (économique, écologique et social) et de contribuer à un fonctionnement harmonieux de l'ensemble société-nature. Le second courant est celui des forestiers dits sociaux (cf. *supra*) pour lesquels cette reconstitution passe par une voie reconnaissant l'individualité ou le groupe en tant que composantes sociales et tentant de concilier l'intérêt général et l'intérêt individuel. Ici également, la reconstruction de la totalité semble sous-tendre l'objectif de reforestation qui représente un moyen de parvenir à ce fonctionnement harmonieux, mais elle s'appuie sur la diversité sociale et ne rejette donc pas la capacité de l'agriculture à constituer également un système susceptible d'assurer la gestion de la nature. Peut-être pourrait-on dire que chez ces derniers forestiers émules de Le Play, la tentative de reconstruction de la totalité est plus aboutie ou moins ségrégative, puisqu'elle semble donner à la forêt, à l'agriculture et à la société des places à peu près équivalentes. Mais l'idéologie de Le Play reste malgré tout bien conforme à la vision sociale de son époque, c'est-à-dire relativement paternaliste.

La tentative de recomposer la totalité paraît être présente également dans des courants artistiques et littéraires. Dans la production artistique, le mouvement impressionniste fait figure d'un aboutissement de la peinture de paysage et de la représentation de la

totalité de la nature. Selon R. Bouyer (*Le Paysage dans l'Art*, 1894), l'impression permet de traduire le "Vrai", parce qu'elle s'attache à tenter de reproduire la lumière (c'est-à-dire la vérité) qui est précisément ce vers quoi tendent les formes modernes de la représentation de la nature, le tout. Pour ce critique d'art, Monet est parvenu au sommet de cette capacité à représenter la totalité de la nature à travers la lumière qui se dégage de ses toiles. Dans la littérature, c'est une des formes privilégiées du style au XIX^e siècle qui représente la voie d'accès au tout : la métaphore est en effet un moyen de contourner la pauvreté du langage et l'incapacité des mots à rendre compte de la complexité du réel. L'association de deux termes ou de deux concepts, principe sur lequel est fondée la construction de la métaphore, permet d'étendre le sens de l'ensemble ainsi édifié au-delà de la somme des sens de chaque concept ; la métaphore constitue ainsi un moyen d'accéder à la globalité qu'il est impossible d'atteindre par la simple description qui décompose. Une certaine analogie apparaît donc dans la représentation du paysage entre la forme picturale et la forme littéraire : le paysage n'étant jamais assimilable à la somme de ses composantes, la voie possible pour rendre compte de sa complexité, ou de l'ensemble des relations multiples qui s'établissent entre celles-ci, c'est-à-dire du tout qu'il semble matérialiser, est constituée par la métaphore dans la représentation littéraire et par l'impression dans la peinture.

Les diverses trajectoires évoquées précédemment concernent en réalité l'ensemble des voies qui appartiennent à la facette "naturaliste" de la vision de l'univers : les entrées qu'elles constituent vers l'accès au tout s'inscrivent dans le champ de la nature et c'est bien par le biais de ses représentations, de ses manipulations techniques ou de sa gestion juridique ou économique que les divers domaines considérés envisagent de parvenir à la saisie du tout. On peut alors se demander si d'autres entrées sont possibles, qui privilégieraient cette fois la voie par le social ou par le politique. Peut-être existe-t-il en effet une tentative qui s'exprime dans le mouvement régionaliste de la fin du XIX^e siècle, déjà évoqué, et qui s'inscrit précisément comme un courant porteur des idées et idéologies de la nature de cette époque : le socialisme fédéraliste tente en effet de concilier à la fois l'individu ou la communauté et l'Etat d'une part et l'utilitarisme des ressources naturelles et la protection des paysages d'autre part ; c'est la reconnaissance des individualités régionales, qui se traduisent dans l'espace par des formes spécifiques d'aménagement et d'utilisation des ressources naturelles qui peut fonder la légitimité d'un Etat et lui donner sa force (Maurice Barrès) dans la mesure où "on ne peut pas trouver d'autre vraie source au patriotisme que le patriotisme de clocher"

(cf. E. BOUHAYE, *L'Action Régionaliste*, 1907). Peut-être le marxisme représente-t-il également une tentative d'accès à cette totalité qui donne cette fois la priorité à une entrée socio-politique, permettant de préserver l'unité matérielle du monde ; il s'agit là d'une hypothèse qu'il conviendrait de vérifier et dont le propos ne s'inscrit pas complètement dans le travail présent.

Éclatement et recombinaison : ce sont donc deux mouvements apparemment contradictoires qui caractérisent la pensée et la mise en pratique des concepts de la nature, du paysage et du milieu naturel au cours du XIX^e siècle. De fait, ce siècle semble être continuellement en proie à un jeu complexe de décomposition-recombinaison qui se manifeste à la fois comme processus caractéristique des pratiques et des idéaux. Si la décomposition touche davantage les pratiques, la recombinaison concerne essentiellement les représentations et les savoirs. Il y aurait donc un mouvement de la pensée inverse de celui qui meut les événements concrets et les faits, une sorte d'antagonisme dans cette période entre l'évolution sociale, technique et politique et celle de la pensée de la nature. Si la première paraît être résolument tournée vers l'utilitarisme qui se manifestait déjà avant le XVIII^e siècle, la seconde semble avoir emprunté, à tâtons cependant et prudemment, l'idée d'une nature constituée comme un tout indissociable, même s'il subsiste encore des traces de la vision mécaniste antérieure. Mais finalement, les deux mouvements d'éclatement ou de décomposition et de recombinaison ou reconstruction ne sont pas aussi contradictoires : ces deux dernières aspirations ne peuvent se manifester qu'à partir du moment où le tout a déjà été analysé par décomposition et compréhension de sa complexité. Il reste que cette totalité recouvre une diversité de sens que les courants de pensée permettent de cerner : à chacun son tout, comme à chacun sa nature, son paysage, ou son environnement ; à l'image du mode de construction de ces concepts, la totalité est également bâtie par la pensée humaine.

III - VERS UNE NATURE VIDE ?

1. La terre en danger ?

La pensée de la nature au XX^e siècle suit d'abord les orientations tracées par la voie scientifique de l'époque précédente et en particulier celle des nouveaux "écologues" désormais installés dans un domaine dont ils balisent les limites. Si l'on suit P. Acot (1988), l'Écologie s'instaure en tant que discipline scientifique à partir de l'extrême fin du XIX^e siècle, avec les travaux fondateurs dus aux botanistes européens E. Warming (1896 : *Lehrbuch der ökologis-*

chen *Pflanzengeographie*, traduction de son livre paru en danois en 1895) et A.F.W. Schimper (*Pflanzengeographie auf physiologischer Grundlage*, 1898) et aux naturalistes américains : H.C. Cowles (*The ecological relations of the vegetation on the sand dunes of Lake Michigan*, 1899 ; *The physiographic ecology of Chicago and vicinity*, 1901), F.E. Clements (*Research methods in Ecology*, 1905). Elle se structure de manière décisive au cours des années quarante, lorsque les travaux convergents des écologues américains A.G. Tansley et surtout R. Lindeman (*The trophic-dynamic aspect of ecology*, 1941) et d'écologues soviétiques tel V.N. Sukatchev aboutissent au concept d'*écosystème* (ou, pour le Soviétique, de biogécénose), qui lie en un système unique les facteurs abiotiques et la communauté biologique ou biocénose.

Ce développement de la nouvelle discipline met en lumière le rôle pionnier des approches biogéographiques fondées sur la répartition des espèces végétales à la surface de la terre. La plante précède l'animal dans la connaissance des processus de formation du "milieu" comme elle le précéderait sur la terre en raison de son rôle fondamental dans la reproduction de la vie : sans végétaux, point d'animaux qui s'en nourrissent.

D'autre part une convergence apparaît entre le courant "écologique" et le courant géographique qui, autour de P. Vidal de la Blache, tente de s'approprier une part du monde naturel ou tout du moins de l'intégrer dans une approche globalisante des paysages compris comme des productions également et essentiellement humaines (cf. le chapitre IV. *Géographie et écologie végétale : le tournant de la Belle Epoque*). La réflexion sur le processus de la dégradation du milieu naturel reste cependant, au moins au début, optimiste, comme elle l'était au siècle précédent chez les techniciens de l'aménagement : il existe des bonnes et des mauvaises méthodes pour aménager la nature, le problème posé résidant dans le choix de la méthode.

Cet optimisme se retrouve effectivement dans l'idée d'équilibre et de déséquilibre qui apparaît à propos du milieu vivant chez les géographes mais qui ne s'inscrit donc pas dans une vision catastrophiste de la nature. Cette idée de déséquilibre accompagne celle de la dégradation du milieu naturel déjà présente depuis longtemps (cf. *supra*). Mais il semble qu'il faille que la notion d'irréversibilité s'ajoute à l'idée d'une finitude de la terre offerte à l'homme et à la conception d'un "écosystème terrestre" solidaire, pour qu'apparaisse le risque d'un "changement du globe", de l'environnement terrestre, "changement global" étant pris au sens d'une *transformation se produisant à l'échelle du globe* et non au sens d'une évolution comprise "dans sa globalité".

C'est peut-être la notion de *complexité* dont l'émergence est concomitante de celle d'équilibre du monde vivant et qui se fait jour notamment chez les géographes (VIDAL DE LA BLACHE, 1903) qui éclaire de la manière la plus évidente cette vision planétaire de l'environnement terrestre. Certes, le développement des échanges internationaux et des contacts scientifiques, avec le premier congrès international pour la protection des paysages (1909), puis celui de la protection de la nature (1923) a de toute évidence une influence dans le constat d'une dégradation de la nature se produisant selon des processus identiques dans différentes parties du globe et ancre la certitude d'un déséquilibre du milieu naturel planétaire. La création de l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN) en 1948 peut sembler comme un fait révélateur du mouvement de solidarité qui se fait jour à la suite de ces premières manifestations internationales. Mais la notion de complexité qui est en premier lieu appliquée aux relations lieux/sociétés par Vidal de la Blache fait apparaître l'idée d'une difficulté à comprendre l'ensemble des processus de transformation de la nature et surtout à en résoudre les problèmes.

En outre, la répercussion à distance des phénomènes de transformation ou de dégradation du milieu naturel, dont l'idée remonte au XVIII^e siècle mais qui prend force dans les travaux des forestiers du XIX^e ancre effectivement cette nouvelle vision d'un changement global de l'environnement de la planète : toute affection d'un élément apparemment isolé de l'environnement va peu à peu être considérée dans ses conséquences à distance sur l'ensemble, et ainsi, de répercussion en répercussion, c'est tout le globe qui se trouve affecté par la dégradation des éléments de nature.

Le "global change", notion d'une transformation se produisant d'une manière inéluctable à l'échelle de la terre toute entière, comprenant tous ses milieux y compris son atmosphère est à l'origine d'une nouvelle évaluation radicalement plus pessimiste de l'avenir de la planète et de l'humanité, qui prend corps à partir de la seconde guerre mondiale et dans laquelle le développement de la technique nucléaire ou même, sans doute, les explosions des bombes atomiques d'Hiroshima et de Nagasaki exercent une influence déterminante¹.

1. Voir la chronologie établie par M.-C. Guerrini en collaboration avec ce travail (STRATES 4, 1989) : "Repères pour l'analyse de cinquante années d'écologie et de politiques d'environnement" présentée dans le livret annexe, qui détaille : 1. le cadre juridique français ; 2. la liste des principales associations et celle des mouvements politiques écologistes ; 3. les événements médiatiques et scientifiques ; 4. la dimension internationale d'une politique de l'environnement ; 5. les catastrophes et accidents écologiques majeurs.

Dès lors, cette nouvelle compréhension d'un environnement planétaire se nourrit des divers événements et en particulier des catastrophes se produisant à la surface de la terre : naufrage des grands navires pétroliers, comme celui de l'Amoco Cadiz, accident de la centrale nucléaire de Three Miles Island, puis bien évidemment de Tchernobyl, qui constituent des accidents ponctuels, certes, mais qui donnent de l'avenir du globe l'image d'une planète en danger. A ces événements localisés s'ajoutent des phénomènes se produisant sur des étendues traversant les frontières, comme la destruction de la couche d'ozone ou les pluies acides, qui renforcent le sentiment du risque encouru par la communauté terrienne dans son ensemble. Les accidents ponctuels, tout d'abord envisagés dans leur aspect localisé, participent eux-mêmes à la diffusion de l'image du danger étendu à toute la planète en raison de la conscience des répercussions à distance et de la nature fluide, donc mobile, des éléments les plus directement touchés de la nature, eau et atmosphère, susceptible d'épandre le péril sur la totalité de la surface du globe.

Complexité, changement de l'environnement planétaire et mobilité des conséquences des accidents de l'environnement, contribuent ainsi à rendre l'écosystème "terre" fragile. C'est en effet parce que la totalité des relations qui constituent cet écosystème est incompréhensible, parce que tout événement écologique produit dans un écosystème déterminé entraîne des incidences sur un écosystème voisin que l'ensemble planétaire est offert inéluctablement au risque. Une fatalité écologique s'abat sur la terre, dont l'"homme", considéré par les écologistes sous son aspect générique, et non dans sa diversité, est globalement responsable. De cette vision fataliste émergent deux conséquences : d'une part les activités humaines ne peuvent que produire des effets négatifs sur la nature. Il est donc nécessaire de les limiter ; ainsi naît l'idée de "croissance zéro", émise au tournant des années soixante-soixante dix par le Club de Rome.

D'autre part, si l'écosystème terre est fragile et fragilisé par l'âpreté et la dureté des techniques, par le gigantisme des moyens employés par l'homme pour modifier la nature ou exploiter ses ressources, le recours à des techniques "douces" ou "propres" s'impose : énergies solaire, éolienne, géothermique, hydraulique, qui ne produisent aucune toxicité ni ravage particulièrement désastreux à l'égard des écosystèmes terrestres ou marins doivent remplacer les techniques habituelles, sans d'ailleurs que la "douceur" et la "propreté" de ces nouvelles sources d'énergie ne soient réellement définies.

Au "global change" et à la spécialisation scientifique qui ne fait que parcelliser la compréhension de phénomènes complexes, répondent alors des tentatives de nouvelles approches cherchant soit à reconstituer la multiplicité des relations s'établissant entre les divers éléments constitutifs de la nature et des sociétés, soit à reconsidérer la trame de ces liens dans leur ensemble. La naissance des méthodes pluri-, inter-, puis trans-disciplinaires ainsi que celle de l'approche dite "globale" (dont le sens ne doit pas être confondu avec celui de "global change"), consacrent ces essais de comprendre la complexité devenue de plus en plus insaisissable en raison de la multiplicité des informations et de l'incapacité de l'homme à les assimiler. Cette "opacité" de l'environnement (cf. le chapitre III. *Entre modernité et post-modernité : la représentation paysagère de la nature*) accentue la perception de l'effet de risque encouru par la planète et les orientations pseudo-scientifiques ou opposées aux approches scientifiques nées dans les années 1970 dont certains concepts, comme le paysage, sont l'objet.

2. Le paysage, image du vide

L'approche dite "globale" caractérise en effet les tentatives de repenser les méthodes d'approche de l'aménagement du territoire telles qu'elles sont apparues en France au moment de la création du Ministère de l'Environnement (début des années 1970). La création du Centre National d'Étude et de Recherche du Paysage (CNERP) en 1972, sous l'impulsion de techniciens et de paysagistes agissant dans les milieux proches de R. Poujade, formalise ces tentatives, encore inscrites dans une vision optimiste de l'avenir de la nature terrestre, de penser l'ensemble des relations entre l'environnement naturel et la société.

Les essais de développement de méthodes nouvelles s'appuient sur la capacité du paysage à rendre compte de cet ensemble par une approche dite "polysensorielle" fondée sur la sensibilité du spécialiste paysagiste exercée à l'observation des phénomènes par la totalité de ses sens. Outre qu'elle paraît être une résurgence de la perception préromantique de la nature et du paysage, telle que, en particulier, E. P. de Senancour l'évoque dans ses découvertes du paysage de la Suisse (l'importance des sons, des odeurs, ... dans le paysage), cette approche se fonde en fait sur l'incapacité des études scientifiques dites "lourdes" à rendre compte de la multiplicité des relations existant entre les divers champs concernés, et préconise une analyse "globale" (*sic*), où le regard et les autres sens permettraient de faire surgir une compréhension intuitive de la totalité de ces liens.

En réalité, les méthodes mises à l'épreuve dans cette approche, balbutiantes et hésitantes, se sont presque toujours centrées sur l'analyse formelle de l'espace, ne parvenant pas à mettre en pratique l'objectif "polysensoriel" et global. En outre, cette mise en pratique s'est heurtée au découpage corporatiste des milieux vecteurs et acteurs de la nouvelle vision paysagiste de l'aménagement du territoire. L'expérience n'a duré que quelques années, consacrant le retour à la séparation traditionnelle entre une vision esthétique et fondée essentiellement sur l'analyse des formes de l'espace, et le vaste champ des analyses scientifiques et techniques accompagnant l'aménagement du territoire et s'inscrivant généralement dans des orientations économiques, sociales ou écologiques.

La priorité donnée à l'analyse visuelle dans le domaine technique des études de paysage pourrait être interprétée comme la continuité de la tendance qui s'est développée au XIX^e siècle, isolant le courant esthétique des autres courants, utilitariste ou hygiéniste – déjà présents vers 1800 – et auxquels se rajoute le courant écologique avant 1900. L'épisode du CNERP ne serait alors qu'une expérience de plus cherchant à reconstruire une saisie de la totalité, expérience avortée en raison notamment de l'imperméabilité des limites disciplinaires révélatrice du découpage de la nature en champs de pouvoir scientifique ou technique.

Dans le domaine technique de la production des jardins et espaces verts, cette priorité donnée au visuel et à la forme est concomitante de l'importance grandissante de l'image qui privilégie effectivement l'aspect des choses aux dépens de leur contenu. Elle manifeste le poids des modèles et des archétypes dans la formalisation symbolique de la nature : naît ainsi une idée nouvelle dans la pensée du paysage ; la référence formelle serait en effet l'image abstraite de l'écran d'ordinateur, image immatérielle détachée de son contenu et de sa signification sociale. Le parc contemporain se distinguerait alors du parc romantique par son absence de sensualité : il ne serait qu'une mise en forme d'objets construits uniquement pour leur aspect formel, mais vides d'autre signification. A la référence bâtie sur l'image vide du tube cathodique, répond par ailleurs un autre modèle, émergeant de la conquête spatiale et du monde des étoiles : le parc contemporain serait inspiré de ces images futuristes de l'espace intersidéral, coupé de la terre et de sa matérialité et donc de l'histoire. Dans le milieu des créateurs de jardins, une scission s'est faite en effet momentanément entre les partisans, majoritaires, du parc fondé sur le modèle spatial et donc refusant l'inspiration historique et les adeptes de l'espace vert conçu essentiellement comme une mise en forme symbolique de l'histoire, délibérément calqué sur la profondeur historique des paysages.

Si le jardin contemporain est construit sur la référence à l'image futuriste de l'espace intersidéral, comme pourrait l'être le parc de la Villette, avec ses fabriques rouges ne se référant, à l'inverse des fabriques du parc du XVIII^e siècle, à aucune valeur autre que la valeur esthétique, il n'est alors issu que du regard, et du regard seul. Il ne se réclame plus d'une perception polysensorielle et met fin à la sensualité déglacée par la nature de l'être sensible. En ce sens, le parc contemporain est conforme à la postmodernité dans lequel il s'inscrit. La nature est mise en forme pour son image, elle n'offre plus à l'homme la matérialité de sa substance, de ses parfums ou de ses saveurs, mais seulement des formes, vides et transparences. Une idée identique accompagne la pensée de la perception contemporaine du paysage à partir des moyens de communications actuels ; le voyageur installé dans un fauteuil d'avion ou de train à grande vitesse ne saisit le paysage qu'en tant que spectacle : il n'en perçoit ni les sons qui s'en dégagent, ni les odeurs qui en émergent, ni les goûts qui s'en échappent, ni les matières qui en sont le substrat et la superstructure ; il n'est qu'image.

En ce sens, il serait conforme à l'idéal esthétique d'Hegel, qui rangeait le jardin du XVIII^e siècle dans l'ordre subalterne du pittoresque et donnait la priorité à une beauté détachée de toute matérialité : la référence à l'image du vide intersidéral répondrait à une quête illusoire de l'absolu, dénuée de la relativité qui imprègne la pensée des rapports humains productrice de l'idée de diversité sociale. Elle permet de comprendre ainsi la distance qui s'est établie entre le courant esthétique de la pensée de la nature et la pensée de la société.